

ART ET CULTURE

Mathilde Guégan :
Égayer le monde

ENTRETIEN

Gilles Manceron. Connaître l'histoire
pour combattre les peurs et les préjugés

regards croisés

DOSSIER

Pour une rupture écologique : Faire croître les liens et non les biens dans un monde aux ressources limitées



Mathilde Guégan : Égayer le monde

Mathilde Guégan est une artiste qui mixe le sport, le féminisme, l'art mural, et tellement d'autres moyens d'expression...

Propos recueillis par Michelle Olivier

Regards Croisés : Sur votre site, vous vous présentez ainsi : peintresse spécialisée en art mural. Cette spécialité est-elle à l'origine de votre parcours artistique ?

Mathilde Guégan Non, ce qui est à l'origine de mon parcours artistique, c'est l'envie d'écrire. J'ai toujours pensé que je serais écrivaine mais ce que j'écrivais était sombre. Quand je suis devenue libraire, j'ai découvert le roman graphique, l'image associée aux mots. Ça a été un déclic. Mon premier récit est sorti très facilement et ensuite, ce désir de raconter des histoires avec des images ne m'a pas lâchée. Mais j'étais curieuse de voir le « vrai » monde et je voulais mieux gagner ma vie alors j'ai fait une reconversion pour travailler en entreprise. Malheureusement, en devenant manager, j'ai eu de plus en plus de conflits de valeurs. C'est ce qui m'a décidée à aller au bout de mon rêve : faire une école d'art (les Arts décoratifs de Paris). Là, je découvre un cours d'art mural. J'ai peur de me disperser mais je suis là pour ouvrir des portes alors j'y vais ... et j'ai adoré, j'ai été portée par le fait de faire « en

grand », de sortir de ma case, de travailler avec mon corps ! À la fin de la première année, je me suis démenée pour trouver un vrai mur dans Paris, et je n'ai plus arrêté. J'en ai fait un deuxième, un troisième, un dixième, et aujourd'hui je ne regrette pas. J'ai toujours voulu assumer financièrement. Je veux, comme tout le monde, gagner ma vie. Et l'art mural, économiquement, ça me permettra un jour de financer le reste.

RC L'art et le sport semblent intimement liés dans vos oeuvres. D'où vient cet intérêt pour le sport ou plus précisément pour les sportives ?

MG Durant ma formation aux Arts décoratifs, il y avait un concours pour Repetto, la marque de chaussures de danse. Je me passionne pour ce concours, j'y mets tout mon cœur, toute mon énergie. Je crée une oeuvre d'art murale et une bande dessinée ... et je gagne le concours ! Au cœur de mon chausson de danse, j'ai symbolisé le vide par la forme du pentagone.



Fresque avec une classe ULIS dans un collège



Dessin pour l'Ufolep

Quelque temps après, j'assiste aux répétitions d'une compagnie de théâtre qui travaille sur le football féminin. Et là, j'apprends à dessiner un ballon de football et je constate que c'est la même forme que celle que j'ai utilisée pour le chausson de danse, le pentagone étoilé. Alors je commence à travailler sur ce motif et je crée des œuvres. Et à chaque fois que je le dessine, j'ai du plaisir. Alors j'en fait ma forme-signature.

Quand je travaillais sur la danse classique, j'ai fait quelque chose d'inclusif parce que je ne me sentais pas faire partie de la danse classique. Pour le football, c'est pareil : le seul moment où je m'intéresse au foot, c'est quand il envahit nos vies durant la Coupe du monde, et que ça devient sympa de regarder les matchs ensemble. Un jour, j'étais en train de faire un mural sur le sujet du foot, je vois le journal L'Équipe sur le comptoir où je déjeunais. J'essaye de le lire mais je n'y arrive pas. Ça glisse sur moi. Je pense que mon travail sur le foot, c'est un travail sur « Pourquoi ce qui intéresse les hommes ne m'intéresse pas en tant que femme et pourquoi je m'auto-exclus de la pratique sportive alors que c'est censé faire du bien ? Peut-être que notre société est faite comme ça? »

J'invente la Coupe du monde de football mixte imaginaire, avec des équipes composées de six hommes et de six femmes. Ça n'intéresse personne parce que la Coupe du monde des femmes arrive en France. Alors je m'investis pour les femmes.

Ensuite je découvre l'histoire d'Alice Milliat. J'invente une fresque collaborative sous forme de puzzle. Je l'ai présentée au Centenaire des premiers JO féminins¹. Ça a très bien fonctionné et c'est devenu un atelier prisé, commandé par des bibliothèques et des centres culturels.

J'aime l'animer pour des publics variés et intergénérationnels. Je leur fais découvrir qui est cette femme et on installe l'oeuvre d'art murale ensemble. C'est mon atelier préféré car il respecte toutes mes valeurs, il est féministe, non polluant et on n'abîme pas les murs !

RC Vous menez également un projet destiné à faire connaître des sportives d'aujourd'hui. En quoi consiste-t-il ?

MG J'ai imaginé « Sportives x Art Contemporain² », un dispositif où j'invite des sportives de haut niveau à créer une oeuvre d'art avec moi. À travers la création, elles se racontent. Je fais un parallèle entre les artistes et les sportives.

La société a organisé les choses pour que les artistes, et particulièrement les femmes, et les sportives, et particulièrement les sportives, galèrent. Qu'est ce qu'on peut faire pour changer ça ? Déjà, il faut en parler, sensibiliser et éduquer. Puis trouver de nouveaux modèles économiques. Je trouve qu'aujourd'hui, le féminisme est très intéressant à observer sur le terrain sportif. Mon projet, c'est vraiment d'emmener le féminin sur le territoire masculin et créer plus de mixité. Pour moi, le sport est un terrain d'observation génial du féminisme. Je suis aussi très attentive au même combat dans l'art. Je fais partie d'un collectif qui s'appelle « Le cercle de l'art », où l'on est cent femmes. On se réunit pour partager nos informations, s'éduquer ensemble, trouver un modèle financier à notre carrière, sortir de la sorte de chape qui est mise sur nous. À la fois sur le terrain de l'art et sur le terrain du sport, pour moi, il y a vraiment de beaux combats qui se mènent actuellement.

Il y a une réécriture de l'histoire de l'art et parallèlement, les femmes font les comptes.

1. <https://www.mathildeguegan.com/1/alice-milliat-et-le-centenaire-des-premiers-jeux-olympiques-feminins/>

2. <https://www.mathildeguegan.com/1/sport-et-art-contemporain/>

Cette année il y a eu tant de millions de chiffre d'affaires sur des artistes hommes, et tant de millions sur des artistes femmes. Combien d'expos consacrées à des artistes femmes ? C'est de l'éducation, ça devient public... et ça devient gênant ! Les institutions se repositionnent, évoluent, et maintenant acceptent de nommer des jeunes femmes à leur tête, par exemple.

En art comme en sport, il y a la notion d'excellence, de performance ; c'est une notion qui m'interroge. J'ai beaucoup aimé faire le portrait de Nadia Comaneci. Elle avait quatorze ans quand elle a décroché ses cinq médailles d'or. Elle est très fière de son parcours, mais au prix de quelles souffrances ? Le prix à payer pour l'excellence...

Pourquoi est-ce que la barre est toujours plus haute ? C'est une question d'éducation, de mentalité, de choix de société.

RC Vous proposez également des ateliers participatifs. Partagez-vous à cette occasion uniquement une pratique artistique ?

MG Dans la fresque puzzle, il n'y a pas de peinture, pas d'acte de peindre. Donc, pour ceux qui ne sont pas au courant, ça peut être décevant. Par contre, il y a une petite conférence, et le plaisir de jouer ensemble dans la ville pour créer une oeuvre géante. Je fais cet atelier, parce que je ne veux pas faire de street art illégal. Je n'ai pas envie de mettre mon art sur un mur et ensuite de payer avec mes impôts quelqu'un pour venir la détruire; ça me pose un problème de valeur. Donc, j'ai inventé une forme de street-art responsable. C'est une fresque sur papier, découpée en plein de petits bouts que les gens assemblent, directement sur le mur. Seule, c'est laborieux mais en collectif c'est très facile. Tout le monde s'aide, c'est très collaboratif. Créer un moment ludique, instructif et qui crée du lien entre les gens, c'est vraiment mon truc. Quand on fait les fresques puzzles, je m'essaye aux mini-conférences gesticulées. Je pars de mes connaissances, de ce que j'ai lu dans les livres pour le transmettre : je pitche Alice Milliat, Nadia Comaneci et les questions de société que cela amène. Et seulement ensuite, on reconstitue le puzzle. Cette fresque, je ne l'ai faite que pour transmettre des messages et partager ce que j'ai découvert avec l'art mural, « faire les choses en grand change le sens des choses » !

J'anime aussi un atelier ouvert uniquement aux femmes : « Journée street art pour femme badass. » En anglais ça veut dire audacieuse. Le matin, on fait un atelier à la bombe, et l'après-midi, je leur fais découvrir le collage, le pochoir et la craie. Les femmes adorent. La



bombe en particulier, c'est une énergie géniale, d'une puissance folle. J'ai la chance de faire un métier puissant et je le fais découvrir aux autres !

RC L'envie d'écriture ne vous lâche pas pour autant. Comment la réalisez-vous ?

MG Enfant, je ne faisais lire mes textes à personne. J'étais hyper isolée dans les mots. Mais ça y est, j'ai dépassé ça et je me suis lancée dans l'écriture avec mon « Journal d'une artiste ratée » que j'espère sortir en 2024, et je m'éclate !

Je fais aussi des « Lettres dessinées ». Chaque mois, je raconte où j'en suis, ce que j'ai lu, ce que j'ai vu, les questions qui m'habitent... Puis je graffe les enveloppes et j'envoie cette belle lettre à mes abonné-es, une trentaine à ce jour. C'est très autobiographique. C'est ma forme d'écriture, il n'y a pas à tortiller ! Je partage aussi mes dessins d'observation in situ, car c'est ce que j'aime. C'est vraiment comme si j'écrivais à mes meilleur-es ami-es. Cette Lettre parle de dessin, de peinture et de féminisme, de comment on vit... Je pars du principe que je vais réussir à intéresser à l'art et donc je partage tout : mes projets, mes échecs. C'est un cadre privilégié. C'est doux-amer et comique à la fois. Souvent, j'exprime une forme de difficulté à vivre puis je vais chercher ce qui me redonne goût à la vie. J'ai commencé la Lettre de janvier en racontant que décembre avait été vraiment difficile et au bout d'une page, le texte a commencé à reprendre des couleurs parce que le fait de leur raconter ce qui a été dur et ce qui va arriver de positif, ça me redonne de la couleur, de la joie, de la force ! Et puis j'ajoute toujours un petit cadeau, et ça me fait du bien.



Beatrice Allemagna à la médiathèque Sagan

Grâce à mes abonné-es je me suis lancée dans un nouveau projet : je les invite à l'atelier pour peindre leur portrait sur une toile grand format. Chaque portrait communique avec son voisin de gauche et de droite. Je crée du lien entre eux par la peinture et à la fin cela fera une fresque murale de ceux qui m'ont soutenue quand j'en avais besoin.

Franchement, cette Lettre dessinée, c'est une idée miraculeuse que j'ai eue ! C'est un détecteur de personnes comme moi, qui s'intéressent aux mêmes choses que moi et ce n'est pas la majeure partie du monde !

RC Revenons un instant sur le livre : parlera-t-il aussi de vous, de votre vie ?

MG Je visualise le livre que je suis en train d'écrire, avec tous ces petits mots noirs, comme le côté plus dur. Je m'autorise vraiment à parler de la souffrance, des difficultés que je rencontre, et grâce à toute la couleur que j'ai dans ma vie, je peux maintenant affronter un texte



Premiers portraits d'abonné-es

plus dur. Et puis j'ai quand même la chance d'avoir de l'humour. Ça allège tout en fait. Et j'ai une telle détermination dans la voie à suivre ! Je doute, mais je garde mon cap. Celui d'être une artiste épanouie ! Une artiste professionnelle, mais épanouie. Je n'ai pas du tout envie d'être une artiste qui se fait violence à elle-même !

RC Rencontrer, travailler avec d'autres artistes, cela vous aide-t-il à suivre votre voie ?

MG Je suis membre de plusieurs collectifs d'artistes. J'ai besoin de partage au sein de ma famille, celle des artistes. J'ai besoin d'être avec elles et eux. Je suis un peu atypique, parce que je suis une des seules à bosser sur le sport. Il y a toute une partie de mon travail qui est de l'illustration : faire des bandes dessinées pour des entreprises, croquer des conférences, j'adore ça ! Donc je suis dans un collectif d'illustrateurs : le Collectif Patate. Et là, je viens de rentrer dans le Cercle de l'art, avec toutes sortes d'artistes : sculpteurs, peintres, photographes, dessin ou

multi disciplinaires. Avant j'étais au 59 Rivoli et j'ai adoré cette expérience.

RC Votre site est joyeux, c'est vif, c'est coloré... Sur les photos, vous prenez des poses pleines d'énergie. Tout cela ne donne pas, effectivement, l'image d'une artiste qui se morfond au fond de son atelier.

MG Oui, le mot « Énergie » était dans le titre d'une de mes expositions. C'est vrai qu'il y a toute une partie de mon boulot où c'est la joie, la couleur, l'énergie, l'envie. Avec le mot « vie » dedans. L'envie d'être vivante et d'aimer, de m'autoriser à aller plus loin, d'avoir de l'audace, toute cette partie très énergique de ma personnalité. C'est l'aspect que j'apprends à développer. Ma première fresque par exemple, qui s'appelle « Première fois », était en noir et blanc parce que je ne savais pas travailler la couleur. Je me demandait avec quelle couleur je devais travailler et quelques temps plus tard, j'ai travaillé pour les Gay Games⁵. C'est là que j'ai compris que ma couleur, c'est toutes les couleurs !



Croquer la musique

⁵ Les Gay Games sont un événement sportif et culturel ouverts à toutes et à tous bien qu'historiquement destinés aux athlètes, artistes et musiciens lesbiens, gays, bisexuels et transgenres (LGBT).

DOSSIER

Pour une rupture écologique :

Faire croître les liens
et non les biens dans un monde
aux ressources limitées



Le chantier Écologie et justice sociale de l'Institut de recherches de la FSU se confronte, comme son nom l'indique, aux enjeux écologiques et de justice sociale. Face à l'immensité de ce champ de réflexion, aborder les termes de croissance, décroissance et post-croissance permet de poser un diagnostic clair sur l'état du monde, de rendre visibles les rapports de force, d'éviter les pièges tendus par nos adversaires politiques et enfin d'affronter la difficulté du chemin à parcourir pour bâtir une société post-croissance.

En effet, au-delà des concepts de croissance et de décroissance, érigés en totems économiques ou caricaturés en « retour à la lampe à huile », la nécessité est de s'accorder sur des politiques et des scénarii de sortie des énergies fossiles et du productivisme pour assurer une rupture écologique qui préserve et améliore notre modèle social. Une société post-croissance est l'objectif, la décroissance en est le chemin.

Le premier volet de ce dossier montre le caractère inéluctable d'une politique de sortie du modèle capitaliste et de la croissance économique qu'il promeut, en pointant ses incohérences et en recueillant le témoignage des populations les plus impactées. Le second volet présente les stratégies et les politiques de différents acteurs (syndicats, services publics, associations) dans le cadre d'une rupture écologique et démocratique. De quoi enfin esquisser les premiers contours d'une société post-croissance et du nouvel État social qui en découle.

Dossier coordonné par le chantier Écologie et justice sociale¹

1. Membres du chantier :
Godefroy Guibert,
Jean-Marie Le Boiteux,
Valérie Sipahimalani,
Jérôme Dammerey,
Jean-Michel Drevon,
Rodolphe Merrina, Sylvain
Mestdagh, Alice Picard,
Julien Rivoire et Sophie
Zafari

Croissance verte, la course vers l'abîme

Hélène Tordjman est économiste, maître de conférence – HDR à l'université Sorbonne Paris-Nord.

Hélène Tordjman a publié en 2021, aux éditions La découverte, le livre *La croissance verte contre la nature, critique de l'écologie marchande*. Dans cet ouvrage, elle montre l'impasse du technosolutionnisme et la nécessité de changer en profondeur nos systèmes de production pour faire face aux enjeux écologiques.

Crise climatique, érosion de la biodiversité, pollutions gravissimes des eaux, de l'air, des sols, acidification des océans... Nous n'avons pas là affaire à de multiples crises entremêlées, mais à un profond bouleversement des équilibres de la biosphère, dont ces crises sont les symptômes. La nature est un système d'une infinie complexité, caractérisé par de multiples interactions et rétroactions : il nous faut donc penser d'un même mouvement toutes ses dimensions pour prendre la mesure de la catastrophe écologique en cours et avoir une chance de ralentir, voire d'arrêter, ces dynamiques déléterès. Il nous faut aussi faire le bon diagnostic.

Si les êtres humains ont souvent été à l'origine de dégradations écologiques (que l'on pense par exemple à la destruction d'une partie de la forêt méditerranéenne par les civilisations antiques de l'Est du bassin pour les besoins de la construction navale), ce à quoi on assiste depuis un peu plus de deux siècles et l'émergence du capitalisme industriel est d'une toute autre nature. C'est l'ensemble du système socio-économique, politique et culturel qui est fondé sur l'asservissement de la nature¹, envisagée comme un simple réservoir de ressources dont on peut faire ce que bon nous semble, pour satisfaire notre désir de confort ou notre volonté de puissance. Cette vision de l'homme « comme maître et possesseur de la nature » (Descartes) imprègne la civilisation occidentale et a fini par légitimer toutes les destructions, tant que ces

dernières profitent aux êtres humains, placés au sommet de la pyramide. Les réponses aux défis urgents auxquels nous faisons face ne peuvent donc pas se limiter à des dispositifs scientifiques et techniques plus ou moins sophistiqués, mais doivent aussi reconnaître cette dimension anthropologique et philosophique.

Or, la croissance « verte » ou le capitalisme « vert » (de beaux oxymores), le Pacte vert européen ou le Green New Deal états-unien ne proposent rien de tout cela, aucune vision, aucune compréhension de la profondeur du désastre. Pire, ils sont contre-productifs et accélèrent encore la dynamique mortifère dans laquelle nous sommes toutes et tous pris. En effet, d'un point de vue économique, le capitalisme industriel est fondé sur deux piliers. Le premier est le marché, institution vue comme le meilleur mécanisme d'interaction sociale, et dont le domaine s'étend tous les jours². Le deuxième est la technique, au sens donné à ce terme par Jacques Ellul, à savoir une « recherche de l'efficacité en toute chose », une volonté de rationaliser et standardiser l'action humaine en vue de l'efficacité et de la puissance maximales³. À partir de la fin du XVIII^e siècle, l'État est venu en renfort du marché et de la technique en créant un cadre institutionnel et juridique propice à leur expansion, ce qu'il fait aujourd'hui plus que jamais. La croissance verte est contre-productive car, paradoxalement, elle fait appel au mécanisme de marché, à la science et à la tech-

1. Comme l'a montré Philippe Descola dans *Par delà nature et culture*, Gallimard, Paris, 2005, la « nature » est un concept propre à la civilisation occidentale, marqué d'un anthropocentrisme certain : il y a nous, et le reste des vivants. La plupart des sociétés traditionnelles ne connaissent pas ce divorce. J'emploie néanmoins ce mot car il parle à tout le monde et qu'il est difficile de ré-écrire tout le dictionnaire.

2. Pour une perspective historique, voir Karl Polanyi, *La grande transformation*. Aux origines politiques et économiques de notre temps, Gallimard, Paris, 1985 [1944].

3. Voir Jacques Ellul, *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Economica, Paris, 1990 [1954].



nique, pour résoudre les problèmes causés par le développement exponentiel de ces mêmes marchés, sciences et techniques. Autrement dit, elle précipite la fuite en avant dans la destruction⁴. Illustrons cela.

Le Pacte vert européen a été signé fin 2019. D'autres textes sont venus ensuite le préciser, secteur par secteur. Un des textes importants concerne la « transition énergétique »⁵ et le changement climatique, le *Industry net-zero Act*, paru en avril 2023. Le plan de « réindustrialisation verte » (sic) du président Macron, qu'il a présenté le 11 mai 2023, s'inscrit dans la droite ligne de ce texte. Suite aux Accords de Paris en 2015, les pays européens se sont engagés à être « neutres en carbone » en 2050. Ceci ne signifie pas qu'ils ne vont plus émettre de gaz à effet de serre, mais qu'ils vont trouver des moyens de les « compenser », d'absorber ce carbone excédentaire en favorisant les puits de carbone naturels et artificiels. C'est un raisonnement vicieux et court-termiste qui ne s'attaque pas à la source du problème. *L'Industry net-zero Act* fait une liste des technologies permettant de « décarboner » nos économies : panneaux solaires, éoliennes, hydrogène, biogaz et agrocarburants, nucléaire... et propose des moyens pour stimuler les investissements publics et privés dans ces « techno-

logies-clés ». Mais ces dernières posent de nouveaux problèmes, auxquels il faudra trouver de nouvelles « solutions ».

Par exemple, le solaire, l'éolien, les voitures électriques et plus généralement l'électrification de nos systèmes productifs reposent sur une abondance de métaux : cuivre, nickel, lithium, terres rares⁶. Si tous les grands pays adoptent ce schéma, nous ferons très vite face à des pénuries de métaux, d'autant plus menaçantes pour notre souveraineté qu'ils ne viennent majoritairement pas d'Europe. C'est pourquoi certains pays comme la Norvège et le Canada commencent déjà à envisager d'aller extraire des nodules polymétalliques (concrétions de plusieurs de ces métaux si précieux pour la « transition ») du fond des océans. Qu'advient-il des écosystèmes marins ? De plus, l'extraction minière est une des activités les plus sales qui soit : elle tue et rend malades les travailleurs, pollue les eaux, l'air et l'ensemble de la nature avec des poisons tels que l'arsenic, le mercure ou le cyanure, laisse des paysages dévastés et des écosystèmes en ruine. On voit là que les étroites lunettes de la décarbonation vont peut-être permettre de limiter les émissions de CO₂, mais au prix de destructions écologiques et humaines massives. D'où l'importance d'une vision systémique.

⁴. J'ai développé ces idées dans le livre *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, La Découverte, Paris, 2021.

⁵. Plusieurs auteurs ont montré que de telles transitions n'ont jamais existé. Les nouvelles énergies ne remplacent pas les anciennes mais s'y ajoutent. Voir par exemple Jean-Baptiste Fressoz, *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie*, Seuil, Paris, 2024.

⁶. C'est aussi vrai du numérique. Sur ces sujets, voir Philippe Bihoux, *L'âge des low techs. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Seuil, Paris, 2014, et Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Les Liens qui Libèrent, Paris, 2018.

Autre exemple, celui du biogaz, des biocarburants et plus généralement de la bioéconomie, autre pilier du Pacte vert. L'idée est de produire à partir de la biomasse tout ce qu'on produisait avant à partir de gaz et de pétrole. La biomasse est tout ce qui vit ou a vécu sur Terre, mais non fossilisé. Ainsi, les surfaces agricoles dédiées à produire de la biomasse (soja, maïs, arbres à croissance rapide...) pour fabriquer carburants, plastiques et solvants sont en constante augmentation, au détriment de l'agriculture vivrière, celle qui nous nourrit. Mais plusieurs planètes ne suffiraient pas à cultiver la biomasse nécessaire à produire tous les objets dont nous ne pouvons plus nous passer. Manger ou conduire, il faudra choisir... De plus, les technologies utilisées pour ces transformations, issues de la biologie de synthèse, manipulent le vivant à des degrés encore jamais atteints. Elles créent par exemple de nouveaux micro-organismes spécifiquement conçus pour dégrader un type de biomasse (du peuplier, du maïs ou autre) en un type de produit (du biogaz, du bioplastique ou du « biokérosène » - pour faire voler des avions « verts » !). Que se passera-t-il lorsque de tels micro-organismes, n'ayant jamais existé, et n'étant donc pas passés par les filtres de la sélection naturelle, se répandront dans la nature ?

Personne ne le sait vraiment. Les scientifiques et les industriels jouent aux apprentis-sorciers.

Dans le même ordre d'idées, la Commission européenne a proposé un texte en juillet 2023 pour déréguler les Nouvelles techniques génomiques (NTG), quelquefois appelées « nouveaux OGM » (Organismes génétiquement modifiés), techniques similaires à celles précédemment évoquées⁷. Sous la pression des puissants lobbies de l'agriculture productiviste, FNSEA en tête, la Commission propose de ne plus tester ces NTG, ni pour les risques sanitaires ni pour les risques écologiques. Elles ne seront plus tracées, ni même étiquetées (sauf pour les semences, mais pas pour les produits qui en seront issus). Ces outils sont pour l'instant principalement appliqués aux variétés végétales, aux animaux et aux micro-organismes, mais les recherches sur les modifications génétiques de l'être humain se multiplient. Le spectre d'une société eugéniste devient de plus en plus concret⁸.

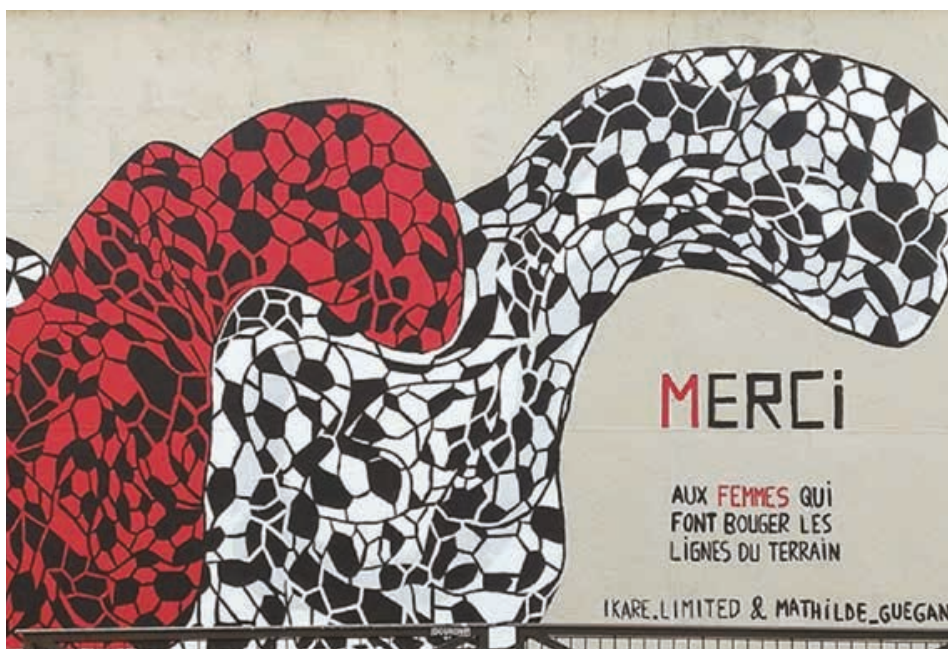
Les dangers de cette proposition de loi, discutée par les instances européennes, sont immenses. Tout d'abord, les consommateurs mangeront des OGM sans le savoir, et sans que ces produits n'aient été testés. Symétriquement,



Alice Milliat-public intergénérationnel- Centenaire des 1ers jeux mondiaux - 2022

7. Pour des précisions, voir le média indépendant Inf'OGM, www.infogm.org.

8. Voir le numéro de la revue *Écologie et Politique*, « Les enfants de la machine. Biotechnologies, re-production et eugénisme », n° 63, 2022.



les agriculteurs pourront voir leurs champs contaminés par des cultures NTG proches, ce qui videra de leur substance les différents labels de qualité, AB, AOC, IGP... Ensuite, on ne sait pas ce qu'il adviendra de la diversité biologique, déjà bien mal en point, lorsque ces organismes modifiés seront lâchés dans la nature et se croiseront avec des variétés cousines. Le principe de précaution, inscrit dans la loi européenne, devrait ici s'appliquer. Enfin, parce qu'elles sont les produits de l'ingéniosité humaine, ces NTG relèvent du droit des brevets. Les multinationales de l'agrochimie, mais aussi de la pharmacie, déposent des demandes de brevets à tour de bras sur des dizaines de milliers de séquences génétiques, sur lesquelles elles auront un droit de monopole, grand pourvoyeur de rentes. Le danger est de voir l'oligopole de l'agrochimie s'approprié les semences, c'est-à-dire la base de la chaîne alimentaire mondiale. Et tout ceci est légitimé par une rhétorique promettant de « nourrir la planète » et de « mettre au point des variétés végétales adaptées au changement climatique ». Ces « solutions » créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

Les révoltes agricoles de janvier 2023 viennent pourtant nous rappeler que les urgences sont ailleurs : dans la rémunération des agriculteurs, l'essentiel de la valeur étant appropriée par d'autres oligopoles, ceux de l'agro-alimentaire et de la grande distribution ; dans la perte d'autonomie des agriculteurs, découlant du pouvoir de marché des firmes fournissant les

intrants, qui décident *in fine* du choix des pratiques culturales ; dans la technicisation accrue, qui pousse les exploitants à s'endetter toujours plus pour acquérir des machines toujours plus grosses et plus sophistiquées ; dans des prix des intrants (semences, pesticides, engrais) et des produits volatils car dépendants des marchés mondiaux, du fait du libre-échange généralisé ; et, *last but not least*, dans le désastre écologique et les pratiques industrielles qui appauvrissent les sols et rendent toujours plus nécessaires les recours à ces mêmes intrants. Aucune solution technique ne peut répondre à cet ensemble d'enjeux ; il s'agit de repenser l'ensemble du système agricole et alimentaire, et plus généralement nos rapports à la nature.

Comme l'écrivait Gébé⁹ dans *L'an 01* dès la fin des années 1970, « on arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste »... Il est urgent de faire un pas de côté.

⁹ Voir Gébé, *L'an 01*, L'Association, collection Éperluette, 2000 (ISBN 2-84414-044-0)

Anthropocène : une autre histoire du monde est possible

(Note de lecture : *L'événement anthropocène*¹)

Sylvain Mestdagh, professeur de français, SNES 91, Chantier IR-FSU Ecologie et justice sociale.

Publié en 2013, *L'Événement anthropocène* de Jean-Baptiste Fresoz et Christophe Bonneuil est une étape importante dans la pensée écologique. En adoptant une perspective de long terme, il montre l'inefficacité des « transitions », et rappelle que l'émergence d'une société de post-croissance tient davantage au rapport de force politique qu'à une supposée « prise de conscience. » Un constat, plus que jamais d'actualité, qui doit guider notre action militante.

L'anthropocène désigne l'époque géologique présente qui aurait débuté quand l'influence de l'être humain est devenue significative à l'échelle de l'histoire de la Terre². Cette notion a provoqué une série de réflexions issues des champs les plus divers. Outre les sciences de l'environnement, elle a fortement

influencé les humanités environnementales. Qu'il s'agisse de la littérature, de la géographie, de l'histoire, de la philosophie, de la sociologie ou de l'économie, beaucoup revendiquent de voir leur épistémologie transformée en prenant pour objet les rapports de l'humain au système Terre.



Atelier Suzanne Valadon

1. C. Bonneuil, J.B. Fresoz, *L'événement anthropocène, la Terre, l'histoire et nous*, Points, 2016

2. Paul J. Crutzen, « Geology of mankind », *Nature*, vol 415, 3 janvier 2002.

C'est dans cette optique que se placent Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, les auteurs de l'ouvrage *L'événement anthropocène, la Terre, l'histoire et nous*. En partant du constat que « l'Anthropocène ouvre une nouvelle situation pour l'humanité, une nouvelle condition humaine, »³ ces historiens se proposent de « penser cette nouvelle époque à travers les récits qu'on peut en faire, »⁴ avec l'idée que chacun d'eux présente les causes de la situation actuelle ainsi que des modes d'action pour y faire face.

Pour cela, ils partent d'une lecture critique des scientifiques qui ont participé à forger le terme d'anthropocène. Les humains ont bien modifié l'atmosphère et provoqué un réchauffement climatique d'une rapidité inédite. Ils sont également la cause d'un effondrement du vivant. Ainsi, le taux de disparition des espèces est mille fois plus élevé que la normale géologique, ce qui pousse les biologistes à parler de « sixième extinction »⁵ alors que la part des humains, de leurs animaux domestiques et de ferme atteint 97 % de la biomasse des vertébrés terrestres.

Néanmoins, le récit tracé par les « anthropocénologues » propose une histoire univoque et dépolitisée de la Terre. L'ouvrage développe en retour un modèle à double trame. D'un côté, il y a bien des natures traversées de social : l'anthropocène a fait émerger une « seconde nature » secrétée par de puissantes institutions humaines qui ont façonné des paysages, des vivants ou des milieux. Mais de l'autre, les sociétés elles-mêmes sont traversées de nature : les relations sociales et les normes culturelles s'articulent autour de dispositifs qui régissent les usages de la nature en organisant les échanges de matières et d'énergie. Ainsi, la Terre n'est pas seulement une entité naturelle ou biologique. Parcourue de systèmes institutionnels et de représentations, de réseaux de pouvoir et de domination, elle est une entité politique et sociale, ce qu'oublie trop souvent les penseurs de l'anthropocène.

Forts de ce recul critique, les auteurs proposent donc d'autres récits. Leur premier geste est de remettre en cause le terme même « d'anthropocène » qui sous-entend que le problème viendrait des humains en tant qu'espèce. Or, l'écocide est le produit d'une toute petite partie de l'humanité. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler que 90 entreprises sont à elles seules responsables de 63 % des émissions cumulées de CO₂ entre 1854 et 2010⁶. Aussi,



Rendre vivante l'égalité femme-homme

Bonneuil et Fressoz proposent le terme d'Oliganthropocène, formé à partir d'*Oligarchie*. Tout au long de leur ouvrage, ils proposeront d'autres mots pour désigner l'anthropocène, moins pour remplacer ce dernier que pour préciser la notion et en discuter les évidences.

Mettre ainsi au centre de la réflexion les premiers responsables de l'anthropocène nous invite à sortir du récit trop facile de « l'éveil » ou de la « prise de conscience. » Jusqu'aux années 70 et le rapport Meadows⁷ sur les limites de la croissance, nos sociétés auraient ignoré les interactions entre nature et activité humaine. La réflexivité écologique serait ainsi chose contemporaine. Malheureusement, cette manière de poser le problème est historiquement fautive. « La destruction de l'environnement ne s'est pas faite par inadvertance, comme si la nature ne comptait pas mais en dépit de la prudence environnementale. »⁸

Les auteurs mettent en évidence que depuis le 17^{ème} siècle au moins le climat est pensé à l'échelle du globe. En 1690, Thomas Burnet conçoit par exemple un cycle planétaire de

3. C. Bonneuil, J.B. Fressoz. Op. Cit., p 58.

4. Ibid p 12.

5. S. L. Pimm et al., « The biodiversity of species and their rates of extinction, distribution, and protection », Science, vol. 544, n°6187, 2014.

6. Heede, « R. Tracing anthropogenic carbon dioxide and methane emissions to fossil fuel and cement producers, 1854–2010 », Climatic Change 122, 2014.

7. Les Limites à la croissance (dans un monde fini), connu sous le nom de Rapport Meadows, du nom de ses principaux auteurs, Donella et Dennis Meadows, est un rapport commandé par le club de Rome et publié en 1972

8. C. Bonneuil, J.B. Fressoz. Op. Cit., p 196.



Rappeuses

l'eau. En ce qui concerne l'impact humain sur le globe, moins d'un siècle plus tard, en 1778, Buffon dans *Les Époques de la nature* constate que « la face entière de la planète porte aujourd'hui l'empreinte de la puissance de l'homme » et imagine une société idéale dans laquelle ce dernier transformerait rationnellement la Terre et son climat. Quant à la perspective d'une finitude des ressources, elle est étudiée scientifiquement dès le 19^{ème} siècle. On oublie souvent que le célèbre paradoxe de Jevons sur l'effet rebond est formulé dans l'ouvrage *The Coal Question* publié en 1865. Jevons y démontre qu'à mesure que les améliorations technologiques augmentent l'efficacité avec laquelle une ressource est employée, la consommation totale de cette ressource peut augmenter au lieu de diminuer puisqu'elle devient moins chère, mettant déjà à mal le techno-solutionnisme et l'illusion du découplage.

Si les discours qui mettaient en garde contre l'influence néfaste de certaines activités humaines n'ont pas été entendus, c'est d'abord qu'une série de contre-discours leur a été opposé. Les auteurs parlent à ce propos d'un agnatocène : une construction de l'ignorance. Ils prennent l'exemple du bois aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. Dans l'économie organique caractéristique de cette période, le budget énergétique est alors très restreint et chaque activité vient

empiéter sur d'autres. L'essor des forges prive les communautés paysannes de bois de chauffe et l'on connaît de graves crises forestières qui voient le prix du bois s'envoler. En réponse, les autorités généralisent alors la foresterie « rationnelle », prémices du développement soutenable et affirment régler le problème. Cependant, cette solution n'est pas satisfaisante : la monoculture est vulnérable aux parasites et des conflits sociaux naissent à propos de l'usage des espaces boisés. Finalement, c'est le charbon qui permet de sortir de cette aporie. Il est alors présenté comme un moyen durable de sauver les forêts européennes. Alors que Jevons, nous l'avons vu, a alerté très tôt sur le caractère fini de cette ressource et l'inefficacité à terme de cette transition énergétique, l'essor de la géologie a joué « un rôle anxiolytique majeur »⁹ en soutenant un discours quasi théologique sur l'aspect infini des stocks. L'économiste Jean Baptiste Say écrit ainsi en 1840 dans son *Cours complet d'économie politique pratique* : « La nature a mis en réserve longtemps avant la formation de l'homme d'immenses provisions de combustible, dans les mines de houille, comme si elle avait prévu que l'homme, une fois en possession de son domaine, détruirait plus de matière à brûler qu'elle n'en pourrait reproduire. » Peu à peu, l'économie se détache donc de sa base matérielle. On voit bien que le désencastrement de l'économie dont parle Polanyi n'est pas le

9. C. Bonneuil, J.B. Fres-soz. Op. Cit., p 226.

fruit de l'inconscience mais le résultat d'un effort continu du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle pour faire oublier que l'économie est avant tout le « procès institutionnalisé d'interaction entre l'homme et son environnement »¹⁰ et construire à la place la chimère d'une croissance infinie dans un monde aux ressources limitées.

Imposer un discours nécessite des relais sociaux forts et la proximité avec des lieux de pouvoir. Les auteurs dressent donc la liste des puissances qui ont pesé sur le choix de nos sociétés occidentales de bâtir leur richesse sur l'accaparement des terres et l'externalisation des dégâts écologiques et ce, malgré les nombreuses résistances. Ils reprennent les analyses de Peter J. Cain et Antony G. Hopkins sur l'émergence en Angleterre, aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles, d'une classe de *gentlemen capitalist*. Cette élite terrienne, dont les intérêts ont pesé lourdement sur la vie politique britannique, a noué des liens très forts avec les forces commerciales et financières de la City de Londres, telles la Bank of England et l'East India Company. À travers le commerce avec les colonies, elle développe progressivement un système mondialisé d'échange écologiquement inégal avec le reste du monde : en 1850, en échangeant 1000 livres de textile manufacturé à Manchester contre 1000 livres de coton brut américain, l'Angleterre était gagnante à ne pas séparer 46% en termes de travail incorporé et à 6000 % en termes d'hectares incorporés.¹¹ C'est cette logique inégale qui fait dire à Pomeranz dans un ouvrage célèbre que « sans la double aubaine du charbon et des colonies, la

Grande Bretagne se serait trouvée confrontée à une impasse écologique sans issue interne apparente. »¹² Bonneuil et Fressoz reprennent ici le concept de capitalocène qui permet d'expliquer la dynamique historique qui a mené à l'anthropocène.

Pour conclure, l'ouvrage propose donc une approche critique du concept d'anthropocène. Si le terme est pertinent pour mettre en évidence l'influence humaine sur les bouleversements géologiques actuels, il ne doit pas devenir un « système hégémonique de représentation du monde »¹³ En effet, en fondant son raisonnement sur les nombres et les courbes, en développant ainsi une conception occidentale, abstraite et apolitique de la Terre, son imaginaire n'est pas neutre. Il vient invisibiliser d'autres rapports au monde possibles, ceux des communautés indigènes ou des mouvements socio-environnementaux populaires. En ce sens, il faut prendre garde à ce que l'anthropocène ne devienne pas la « philosophie légitime d'un géo-pouvoir technocratique et marchand. »¹⁴

Au contraire, il faut *dénaturaliser* l'histoire de l'anthropocène. Elle n'est pas celle d'une série d'additions qui obéissent seulement au progrès technique. Elle procède de choix qui répondent aux intérêts de certains groupes sociaux. Puisqu'on a toujours su qu'il était possible de faire autrement, il faut alors se rendre à l'évidence, cette nouvelle période géologique est le résultat de rapports de force et est donc éminemment politique. Bonneuil et Fressoz font alors l'histoire des résistances à la logique écocide en montrant qu'elles ont toujours existé. Ils remettent ainsi en question la fable d'une « prise de conscience » contemporaine. Ils dressent la liste des fausses solutions qui ont permis au système de perdurer sans rien changer, qu'il s'agisse du techno-solutionnisme, de la croissance verte ou de la responsabilisation des acteurs. Ils exposent aussi les attaques contre celles et ceux qui se sont toujours opposés à la destruction du vivant.

Ce faisant, ils mettent en perspective le défi qui nous attend : « si l'entrée dans l'Anthropocène, plutôt qu'un glissement inconscient ou bien la simple résultante de l'innovation technique [...] était le résultat d'une défaite politique face aux forces du libéralisme », alors comment construire l'alliance politique entre toutes celles et ceux qui veulent en sortir, paysan.nes, savant.es, prolétaires, peuples colonisés et tous les vivants exploités ?



Aya Cissoko devant son installation

10. K. Polanyi, C.M. Arensberg et H.W. Pearson, Commerce et Marché dans les premiers empires. Sur la diversité des économies, chap 15, 1957.

11. A. Hornborg, Global ecology and unequal exchange. Fetishism in a Zero-Sum World, Londres, Routledge, 2015.

12. K. Pomeranz, Une grande divergence, Albin Michel, 2010.

13. C. Bonneuil, J.B. Fressoz. Op. Cit., p 64.

14. Ibid, p 65.

Le cercle vicieux de l'extractivisme, manne des multinationales

Alejandro Schweitzer, géographe, chercheur au CONICET-CIT (Centro de Investigaciones y Transferencia Santa Cruz) et professeur à l'université nationale de la Patagonie Australe

Entretien réalisé par Valérie Sipahimalani

On appelle extractivisme l'exportation à grande échelle de matières premières peu transformées (minerais, produits agricoles...). Issu du colonialisme, concomitant avec l'essor du capitalisme, il s'accompagne d'une mainmise des multinationales sur les économies des pays producteurs. Alejandro Schweitzer nous en expose les conséquences vues de son pays, l'Argentine.

La richesse des pays dits « du Nord » s'est construite et continue de prospérer sur l'extraction de matières premières issues des pays « du Sud ». Comment cela se passe-t-il en Argentine ?

L'Argentine est une république fédérale avec des situations contrastées selon les provinces et les régions. L'extractivisme ne les concerne pas toutes, mais il est constant depuis les années 90 parce que les gouvernements successifs s'appuient sur cette rente. Elle rapporte des dollars pour payer la dette du pays, mais aussi finance des politiques sociales. Ce type de stratégie concerne tous les pays d'Amérique latine. La particularité de l'Argentine est qu'elle taxe peu les exportations des grandes entreprises nationales et multinationales. Les royalties appartiennent aux provinces, mais elles sont limitées à 3% dans le secteur minier. En Patagonie, dans la province de Santa Cruz, le gouvernement a même fait le choix de les passer à 2%. Les bénéfices vont donc aux multinationales. Dans cette région, l'extractivisme concerne la pêche, le pétrole à terre et offshore, le gaz, l'or, l'argent, le cuivre, les terres rares... mais aussi l'accaparement des terres.

On parle en France en ce moment de l'accord de libre-échange avec le Mercosur ; il y a des luttes sociales parfois brutales sur des questions écologiques. En est-il de même en Patagonie ?

À l'exception des exportateurs de fruits, l'opposition à cet accord n'est pas à l'ordre du jour en Patagonie. Les investissements des multinationales sont très élevés, ainsi que leur capacité d'influence et d'intervention sur les gouvernements des provinces. Ces entreprises fournissent des emplois et payent mieux que l'État, principal employeur. Entre 95 et 99% de la population habite en ville, elle souffre de l'inflation locale, des problèmes de logement, d'accès à l'eau, etc....donc les luttes sociales dites écologistes sont dispersées et encore faibles.

Quelles alternatives ?

Il faut changer de modèle, mais cela ne peut se faire qu'à l'échelle globale. Voyez le Canada. C'est un des plus grands pays miniers au monde, il exploite des gisements en Argentine et c'est comme cela qu'il finance son système de pensions. Nous sommes dans un modèle global impérialiste qu'un pays ne peut pas renverser tout seul. Autre exemple, l'écologie en Europe. Elle favorise la délocalisation de l'ex-



ateliers «Femmes qui marquent les JO» dans une médiathèque.

exploitation et de ses pollutions environnementales. Or il y a des choses à faire. Par exemple, il serait possible d'exploiter moins. Prenons l'or : sur 100 kg d'or sortis de terre, environ 89 partent dans les réseaux de spéculation et les banques centrales. Le reste, 11 kg est utilisé en bijouterie, électronique et odontologie, et nous savons qu'il serait possible d'en recycler 4 kg. Donc il suffirait d'extraire 7 % de la production actuelle d'or pour répondre aux besoins matériels réels.

De plus l'extraction, telles que la fracturation hydraulique pour le pétrole et le gaz, le lithium ou l'hydrogène vert, demandent beaucoup d'énergie et d'eau. Nous nous inquiétons de concessions octroyées à des sociétés chinoises pour de grands barrages hydroélectriques dont on ne voit pas venir le raccordement au réseau électrique, mais qui sont localisés près d'infrastructures de type extractivistes, mines ou sites susceptibles de produire de l'hydrogène vert, que l'Argentine s'est engagée à fournir à l'Union européenne. Nous plaçons pour un projet alternatif de micro-barrages, plus faciles à mettre en œuvre et plus près des populations, ainsi que des plans de construction de logements et des infrastructures sociales, dans ces provinces dont la population croît de 30 à 50% tous les dix ans.

Quelle est la part de responsabilité entre l'État fédéral et les provinces ?

Le sous-sol est la propriété des provinces depuis 1994. Mais l'État a augmenté le pourcentage de terres achetables par des étrangers. Dans le nord-ouest de la région, où l'on trouve des populations paysannes et Mapuche et aussi la source des fleuves les plus importants et des forêts, la pression sur les terres devient très forte avec la complicité de l'État fédéral et provincial et parfois d'armées privées. Les multinationales se sont saisies de l'opportunité. Elles installent des éoliennes, des panneaux solaires, pour alimenter des usines de désalinisation nécessaires à la production d'eau pour l'industrie, lancent des « mégaplantations » de forêts pour profiter des marchés du carbone. Elles alimentent ainsi leur discours de *greenwashing*. L'État est responsable du mal-développement généré par l'extractivisme : favoriser les conditions de cette rente et en dépendre plutôt que de lancer des politiques de développement économique reposant sur la recherche, l'alimentation saine ou l'industrie oriente les marchés locaux. Les gouvernements récents théorisent de plus sur la nécessité de l'extractivisme pour financer la transition écologique, mais comment peut-on penser l'écologie tout en épuisant la nature ?

Progrès social et protection de l'environnement ne sont pas contradictoires

Interview de Thomas Vacheron, secrétaire confédéral du bureau de la CGT

Propos recueillis par Jean-Marie Le Boiteux

Dans certains secteurs industriels (pétrochimie, transport, énergie ...), la décroissance est parfois perçue comme conduisant à la destruction d'emplois et donc contraire aux intérêts des salarié.es. Pour savoir comment la CGT, organisation très implantée dans ces secteurs sensibles, aborde ces sujets, Regards Croisés a interrogé son bureau Confédéral. Thomas Vacheron a répondu à nos questions.

La CGT aborde-t-elle les questions de croissance et de décroissance et comment les définit-elle ?

En tant qu'organisation syndicale, nous abordons la question environnementale par le prisme du travail et de ceux qui le font. Or les travailleurs sont doublement concernés. D'abord parce qu'ils en subissent directement les dérèglements, comme avec les chaleurs intenses de l'été dernier ou la pollution, et sur un temps plus long, avec des organisations de travail qui ne pourront plus durer.

Ensuite parce que le dérèglement climatique est la conséquence de notre modèle économique et productif, orienté exclusivement vers la recherche de la concentration de profits. Nous allons devoir nous adapter, les questions sont de savoir comment, avec quels leviers et au service de qui. C'est pour cela que la CGT ne se reconnaît pas forcément dans cette terminologie de croissance et décroissance, avec l'idée d'une croissance enviable contre une décroissance subie et de nouvelles dégradations de nos conditions de vie. La sobriété existe déjà pour une grande partie de la population...

La réponse est donc plutôt dans une croissance redéfinie au service des besoins réels de la population, à l'inverse de l'accaparement actuel des richesses par quelques-uns (augmentation du nombre de millionnaires et

de milliardaires) au détriment du plus grand nombre (explosion de la paupérisation dans les pays dits « du nord et du sud »). C'est par un autre partage des richesses, entre le capital et le travail, que l'on pourra financer l'adaptation et la décarbonation du monde. Le chemin revendicatif syndical à emprunter, c'est faire croître ce qui répond aux besoins sociaux et environnementaux de la population et faire décroître les produits chimiques de synthèse, à commencer par ceux qui devraient être interdits tel que le glyphosate etc.

Globalement, il faut nous extraire d'un certain nombre d'inepties ou de gabegies que le mode de production et de consommation au service de quelques-uns génère ou met en avant. Par exemple, dans « un monde fini », comment accepter l'infinie obsolescence programmée... Pourquoi admettre le PIB comme seul outil de mesure des richesses créées alors que d'autres instruments alternatifs de mesure existent, comme l'Indice de Développement Humain ?

À la CGT, ces questions ne sont pas nouvelles, même si leur caractère urgent s'accélère dramatiquement. À la fin des années 1990, nous défendions déjà le « développement humain durable ». Aujourd'hui, nous lançons un « plan d'action syndical pour l'environnement ». Son objectif est de chercher à lutter contre le réchauffement climatique en

proposant des projets alternatifs concrets dans le processus de production.

Comment la CGT envisage-t-elle les mutations probables à venir dans le secteur de la production, en particulier l'industrie ?

Pour le progrès social et environnemental la CGT travaille à des propositions pour relocaliser les productions industrielles et éviter qu'elles fassent le tour de la planète. Le levier de la puissance publique doit prendre ses responsabilités, ce qui passe notamment par l'attribution des marchés publics sur critères précis (le respect des chartes de l'OIT et des réglementations similaires à celles de la France ou de l'UE). Cela nécessite aussi la conditionnalité des aides publiques versées aux entreprises, sur des investissements notamment, avec toujours une double exigence sociale et environnementale : augmentation des salaires et création d'emplois en CDI et respect de la santé des salarié.es et de l'environnement. Pour que ce soit effectif, nous proposons que les travailleur.euses, via leurs représentant.es, exercent un contrôle par des avis favorables ou non dans les CSE, qui doivent avoir plus de moyens pour s'emparer pleinement de ces thématiques (plus de temps et d'élu.e.s, formation à des expertises sociales et environnementales).

Plus le gouvernement et les représentants patronaux parlent de relocalisation, moins c'est visible sur la réalité de nos emplois, où la part de l'industrie en France diminue, se rapprochant dangereusement des 10%.



Projet pour 2019 (non retenu)

Il faut passer du dire au faire avec des normes contraignantes, notamment à l'échelle de l'Europe, et qui permettent de lutter contre les délocalisations et le dumping social entre les pays et contre le moins disant environnemental, que ce soit en termes de pollution ou de gaz à effet de serre. Il faut réorienter nos politiques industrielles, avec la considération permanente de la lutte contre le réchauffement climatique.

Enfin, la transformation ne se limite pas à l'industrie, car tous les métiers et secteurs sont touchés, y compris les services publics, le commerce, le numérique... Il faut repenser et réinventer collectivement un monde social plus juste et vivable aujourd'hui et demain. C'est de cela dont il est aujourd'hui question.

Comment construit-elle ses luttes pour concilier d'un côté la défense des salarié.es de ces secteurs et de leur emploi et de l'autre les évolutions attendues par la société ?

Le piège tendu qui peut faire croire à un alignement des intérêts des salarié.es sur ceux de l'employeur, c'est le faux dilemme « l'écologie ou l'emploi ». Or il faut lier les deux, et admettre l'existence de contradictions pour pouvoir les dépasser. Lorsqu'on est syndicaliste, on ne met pas en opposition les salarié.es et la société. L'entreprise est traversée par les préoccupations de la société, qui elles-mêmes proviennent notamment du « monde du travail ». Mais le modèle de production dominant dans nombre de secteurs rend aujourd'hui les contradictions entre celui-ci et la protection de l'environnement indépensables. Pour la CGT, c'est donc bien ce modèle de production qu'il faut changer.

Nous pensons que les transitions vers des modifications structurantes doivent, pour fonctionner, être pensées et mises en œuvre avec les travailleur.euses, qui sont les plus expert.es sur le travail. En Haute Loire par exemple, le département d'où je viens, à la fois rural et industriel, pendant des décennies et encore récemment, nous avons été confrontés aux fermetures d'usines textiles et aux licenciements, produisant des territoires sinistrés socialement. Aujourd'hui, la nécessité de limiter les pollutions du textile artificiel issu du plastique pétrolier va entraîner des évolutions de nos productions qui doivent être anticipées car des milliers d'emplois en dépendent. Nous n'accepterons pas d'être licenciés pour des choix industriels ou de consommation que nous subissons. Il existe des pistes alternatives pour maintenir nos usines et nos emplois, en travaillant sur des mixtes de production, avec des plastiques pétroliers,

recyclés, régénérés ou biodégradables. Si le rapport de force permet de défendre les emplois, il permet dans le même temps d'élever le niveau de conscience et de poser la question de ce que l'on produit, pour qui, pourquoi, comment, etc.

Fidèle à un syndicalisme revendicatif pour une autre orientation économique, la CGT travaille à des projets alternatifs alliant protection de l'environnement, adaptation et limitation du réchauffement climatique et progrès sociaux. C'est le cas par exemple à la papeterie de la Chapelle Darblay, à la transition de production de la centrale de Cordemais, pour maintenir la production d'essieux de train à Valdunes, à l'usine de bouteilles d'oxygène de Luxfer, ou encore au projet d'imagerie médicale de la CGT Thalès...

Les travailleuses et travailleurs doivent absolument s'emparer de ces problématiques, parce que le patronat s'en fiche et protège, quoi qu'il en coûte, ses intérêts. Par exemple, le récent Accord National Interprofessionnel sur le « dialogue social et transition écologique » est une coquille vide dont la seule fonction est un nouvel élément de communication. On le voit aussi avec la répression des militant.e.s syndicalistes et écologistes qui dénoncent des projets dévastateurs, comme à Ste Soline, où les mégabassines ne sont en fait qu'une privatisation de l'eau pour les profits de quelques-uns.

Quelles implications ces changements auraient-ils sur les conditions de travail (temps de travail, pénibilité ...) des salarié.es ?

Un certain nombre d'études, comme celle de l'ADEME, indiquent que la bifurcation écologique créera plus d'emplois qu'elle n'en détruira, sans même prendre en compte notre revendication de réduction du temps de travail. Mais il faut absolument anticiper, sinon ces transformations se feront dans la violence sociale.

Les évolutions nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique ont des effets d'amélioration des conditions de travail et, de l'autre côté, viser l'amélioration des conditions de travail a des effets sur la lutte contre le changement climatique, dès lors que ça entraîne la réduction des cadences etc.

Travailler à des alternatives moins toxiques, parfois moins rentables, c'est préserver la santé des travailleuses et travailleurs. Avoir des productions et des métiers en accord avec les enjeux environnementaux et climatiques peut

être un facteur positif pour la santé mentale, notamment parce que l'on retrouve du sens dans ce que l'on fait, à l'inverse « des bullshits jobs » et de tout ce qui fait perdre le sens et la fierté de son travail.

Permettant de lutter contre la précarisation des travailleurs, la sécurisation de l'emploi devient aujourd'hui une nécessité pour lier écologie et emploi. Le travail peut changer, s'adapter et se mettre au service de la lutte contre le réchauffement climatique. Mais les travailleuses doivent être assurées de la conservation de leur emploi. À la CGT on parle de sécurité sociale professionnelle. Sans une telle garantie, on est condamné à opposer écologie et emploi, car on ne peut pas sérieusement attendre des salarié.es d'être engagé.es dans la modification de leur outil productif si cela doit rimer avec licenciements. Pour cela, il faut notamment renforcer le droit à la formation.

S'il n'y a pas d'organisation syndicale confédérée, comme l'est la CGT, qui défend et porte ces réflexions avec les salarié.es dans les villes, les territoires périurbains, ruraux, industrialisés ou désindustrialisés, qui le fera ? La radicalité, pour les organisations de transformation sociale au XXI^{ème} siècle, ce n'est pas « la minorité éclairée » mais l'implantation syndicale dans le salariat, c'est-à-dire un syndicalisme majoritaire, unitaire et interprofessionnel.

Dans cette période de basculement du monde, le climat social aussi peut s'emballer, au syndicalisme de lui donner des perspectives collectives. Le syndicalisme, c'est mettre en pratique une théorie, celle d'unir et d'organiser le salariat pour améliorer le quotidien et tracer les jalons émancipateurs de la société de demain. La question de la protection de l'environnement en fait irrémédiablement partie.

Les plus pauvres, acteurs de la transition écologique

Céline VERCELLONI et Jean-Christophe SARROT, Département écologie d'ATD Quart Monde

Une priorité d'action du Mouvement ATD Quart Monde pour 2025-2026 est de « se mettre ensemble face aux défis climatiques et environnementaux ». Il s'agit de mobiliser ses membres – dont ceux qui sont confrontés à la grande pauvreté – pour prendre collectivement la mesure de ces défis et élaborer une pensée, des projets d'action et un plaidoyer communs.

Un chantier a consisté en 2022-2023 à travailler sur les scénarios ADEME *Transition(s) 2050*¹ avec une dizaine de militants Quart Monde, personnes ayant l'expérience de la pauvreté.

Six séances de travail se sont échelonnées entre décembre 2022 et avril 2023 sur l'analyse de trois des quatre scénarios visant à conduire la France vers la neutralité carbone d'ici 2050. Les scénarios « Génération frugale », « Coopérations territoriales » et « Technologies vertes » ont ainsi été abordés en trois phases : 1) vulgarisation du scénario, 2) explication plus détaillée et échanges sur les risques possibles pour les plus pauvres, les opportunités, les questionnements et propositions, 3) rédaction, relecture et validation collective d'un texte rendant compte des échanges².

Ce travail a remis en cause l'idée reçue que les plus pauvres ne se préoccupent pas des enjeux écologiques. S'il est vrai qu'à ATD Quart Monde, nous entendons souvent des personnes qui ont la vie dure dire qu'elles ne se sentent pas concernées par ces questions, nous entendons aussi dire (parfois par les mêmes personnes, plus tard) : « le climat, je m'en foutais. Mais là, plus je comprends, plus je suis intéressée. Ça me remet les pendules à l'heure », ou encore « ça donne du sens à sa vie d'agir pour la planète. Quand on a des ennuis dans la tête, c'est difficile de faire des choses, mais il suffit de faire un petit pas pour commencer. Il y a des choses qu'on fait déjà sans s'en rendre compte. Je fais partie des gens d'en bas, ceux qu'on ne veut pas entendre. Pour moi,

il est vital d'agir. Pour nos enfants et petits-enfants, pour la génération future.³ »

Cette étude a également mis en valeur la nécessité de méthodes de travail qui garantissent le mieux possible la compréhension des enjeux et la liberté de pensée et de parole. Trop souvent, les méthodes employées sont académiques ou moralisatrices. Elles renforcent une inégalité fondamentale : l'injustice épistémique qui nie la capacité à penser d'une personne en raison de sa situation de pauvreté. Cette injustice a une conséquence fatale en matière d'écologie : elle décourage les plus pauvres de s'emparer de ces questions.

Les méthodes employées à l'occasion des séances de réflexion sur les scénarios *Transition(s) 2050* ont permis cette participation de tous⁴. Les thématiques le plus souvent évoquées ont été l'alimentation, la mobilité et l'habitat. Bien sûr, ces travaux demandent à être approfondis, mais des pistes ont été lancées : « C'est pas pareil d'être pauvre et de plus avoir de voiture et d'être riche, de la classe moyenne, et de ne plus avoir de voiture. Quand on est pauvre, on habite loin du centre-ville, on peut pas prendre le train, on peut pas bouger facilement. La voiture reste un espace de liberté, on sait qu'on l'a et qu'on peut l'utiliser » ; « quelque chose m'inquiète dans [l'objectif de] « réduire son champ de mobilité ». Dans le quotidien, ça me va, mais si on doit rester chacun entre nous, on va vite être saturé par nous-mêmes. J'aurai envie de voir d'autres gens, d'autres couleurs, d'autres cultures. »

1. ADEME, 2022, *Transition(s) 2050* : Choisir maintenant, agir pour le climat.

2. Voir le document « Le regard de militants Quart Monde sur les scénarios *Transition(s) 2050* de l'ADEME », rédigé en 2023 par ce groupe de militants Quart Monde avec le concours de Rozenn Hany.

3. Cité dans ATD Quart Monde, 2022, *Reconstruire ensemble un monde abîmé. Appel pour une écologie qui ne laisse personne de côté.*

4. Voir ATD Quart Monde, 2021, *Réussir la participation de toutes et tous. Petit guide pratique pour agir.*



Sportives x Art Contemporain Coralie Brot

Ce travail sur les scénarios *Transition(s) 2050* a conforté plusieurs militants Quart Monde dans des projets et gestes écologiques. Il a renforcé l'engagement de certains dans des jardins de quartiers, dans les circuits courts et la consommation de produits en vrac, faire des propositions dans le conseil de leur quartier. Il a convaincu une militante de ne pas remplacer sa voiture tombée en panne : « le fait de pas avoir de voiture me donnait l'impression de baisser encore plus dans la société. Et mes amis insistaient pour que j'essaie de m'en racheter une. Mais finalement, avec [ce groupe sur] l'écologie,

j'ai réalisé à quel point ça pollue et j'ai décidé de pas me racheter de voiture. »

Pour la dizaine de personnes ayant l'expérience de la pauvreté qui ont travaillé en profondeur ces scénarios 2050, les mots « frugalité » et « sobriété » ne font plus peur. Elles ont au contraire mis en cause la course permanente à la surconsommation. Les réflexions écologiques obligent à faire le lien avec le niveau macroéconomique et politique et à constater que la croissance économique actuelle nous conduit dans l'impasse. Il s'agit d'arrêter cette

course à la croissance qui, dans nos pays riches, s'accompagne inévitablement d'une augmentation des inégalités, de la pauvreté et de l'effondrement de la biodiversité.

« Ainsi, écrit une chercheuse qui a coanimé ce groupe de militants Quart Monde⁵, [ces militants] ont proposé une lecture critique, voire plus radicale, des enjeux de transition écologique et des orientations écologiques prises par les pouvoirs publics, en mettant en exergue les contradictions et les injustices d'un modèle de société qui n'est plus durable, notamment en termes de surconsommation et de gaspillage. Il a été question par exemple de se demander pourquoi ces gestes du quotidien ne sont pas considérés écologiques, dans la synthèse discursive dominante, alors qu'ils concernent le quotidien des plus démunis et qu'ils sont ancrés dans la sobriété et donc sont potentiellement plus en phase avec les exigences écologiques. Cela se comprend par le fait que ces agissements et ces gestes écologiques du quotidien, quelque part, ne s'inscrivent pas dans la grammaire du discours dominant de la transition écologique, dont le paradigme sous-jacent reste un paradigme productiviste. En effet, le message institutionnel n'est pas « de ne pas consommer » ou « de consommer peu », mais de consommer responsable et donc de continuer à consommer. »

Lors de ce travail sur les scénarios 2050, les militants Quart Monde ont aussi mis en exergue l'importance de la culture et de la création artistique dans les combats écologiques : « Je trouve que l'accès à la culture, c'est important. Quand on fait du clown ou du théâtre, ou autre chose, on a moins cette envie de consommer des choses matérielles » ; « Je pense qu'il y a moyen de donner un peu plus de punch à un scénario pour embarquer les gens, de créer une histoire plus sympa, de dire « oui, on va perdre sur notre confort actuel, par choix, mais on peut y gagner en protégeant la planète, bien sûr, mais aussi en santé, en espérance de vie, en solidarité, en d'autres choses ». [Il y a moyen] de créer un récit, de faire changer les imaginaires : est-ce qu'en changeant notre manière de consommer, de faire les choses, on pourrait être plus heureux ? »

La réflexion sur d'autres modèles à expérimenter prend aujourd'hui différentes formes à ATD Quart Monde : des projets expérimentaux, des rencontres pour se mettre ensemble face aux défis écologiques, des ateliers d'écriture, des travaux avec des chercheurs.

Les projets expérimentaux s'orientent dans deux directions principales : d'abord repenser ensemble l'accès de tous à une alimentation saine, locale et joyeuse (projets de « Terres de Lorraine », de Nogent-le-Rotrou, de la maison de vacances familiales de La Bise dans le Jura...) ; ensuite repenser ensemble un habitat durable qui permet de renforcer les liens entre tous (projet « ATD demain » à Alès et d'autres projets à venir).

Les rencontres pour « se mettre ensemble » face aux défis écologiques visent plusieurs objectifs : évaluer l'importance des impacts des dérèglements écologiques sur la vie des plus pauvres, acquérir une compréhension commune de ces dérèglements, identifier les réactions individuelles et collectives possibles, et élaborer des propositions politiques. Ces ateliers consistent par exemple en des travaux d'Universités populaires Quart Monde ou des échanges à partir du jeu « Coup de chaud sur les inégalités » conçu par ATD Quart Monde.

Quant aux ateliers d'écriture, ils poursuivent deux buts : raconter des histoires collectives de résistance écologique menées par des groupes d'ATD Quart Monde à travers le monde, et mettre des mots et des images sur des futurs désirables mêlant justice sociale et environnementale. Si nous arrivons à concevoir ensemble, entre personnes en grande pauvreté et d'autres qui ne le sont pas, des imaginaires qui donnent envie, nous tournerons le dos plus facilement aux discours dominants sur l'« écologie punitive », sur la peur de l'avenir et de l'autre. C'est pourquoi ATD Quart Monde lance en 2024 un concours d'écriture de nouvelles pour proposer et raconter ces futurs désirables.

À ATD Quart Monde, nous sommes convaincus qu'un autre monde est possible, même si les pouvoirs de l'argent sont de plus en plus puissants à ne vouloir rien changer. Nous savons que certaines solutions pour que ce nouveau monde voie le jour existent déjà. Par exemple, à l'intersection de l'emploi et de l'écologie, l'une d'elles se nomme les « Territoires zéro chômeur de longue durée ». Elle renverse le modèle économique traditionnel qui consiste à ne créer que des emplois lucratifs ou de service public, en inventant de nouveaux modes de financement et de gouvernance qui permettent de créer des emplois décents et utiles pour les territoires.

⁵ Elisabetta Bucolo, « Le laboratoire d'idées écologie, un espace pour lutter contre les injustices environnementales et sociales », Tribune Fonda N°259 - Écologie : un combat, des engagements - Septembre 2025

Quand tout le vivant est en danger...

Geneviève Azam, est une économiste française, maître de conférences en économie et chercheuse à l'université Toulouse-Jean-Jaurès. Elle est par ailleurs militante écologiste et altermondialiste au sein d'Attac France et a contribué au mouvement Soulèvements de la Terre .

Propos recueillis par Sophie Zafari

Co-auteurice du livre « On ne dissout pas un soulèvement », en référence à la menace du ministre de l'intérieur, Geneviève Azam décrit ainsi ce mouvement : « *Les Soulèvements de la Terre incarnent une nouvelle culture politique née d'une urgence, d'une situation inédite où tout le vivant est en danger. Il est d'une inventivité désarmante, d'une radicalité joyeuse.* » Nouveau mouvement mais qui puise dans l'histoire des luttes, comme les ZAD, le Larzac, les militant-es zapatistes du Chiapas, ou des mouvements sociaux plus méconnus, comme la lutte des femmes anglaises dans les années 80 contre l'installation de missiles dans un contexte de guerre froide. Voilà qui a suscité notre volonté d'interroger Geneviève Azam.

De l'altermondialisme et son approche globale aux Soulèvements de la terre, ancré dans le local, quel récit faites-vous de votre engagement comme de ces mouvements : continuité/filiation ou changement de paradigme ?

Dans mon engagement altermondialiste, je n'ai pas opposé le local et le global, car la référence à un « global » lointain, surplombant et abstrait désarme et rend invisible les résistances locales, disons plutôt les résistances localisées. Leur diversité est aussi une réponse au processus d'unification du monde menée par le capitalisme néolibéral. « Un autre monde est possible » fut le cri de ralliement du mouvement planétaire de résistance à la globalisation à partir des années 1990. Avec d'autres, je préférerais « D'autres mondes sont possibles », voire « D'autres mondes sont déjà là », en écho à des mouvements de résistance, engagés dans des expériences concrètes, soucieux de ne pas seulement réclamer le changement ou la rupture systémique mais de l'incarner à partir de résistances concrètes. À ce titre, ce sont les mouvements paysans, les luttes pour la défense des

communs, les luttes pour la subsistance, qui ont le plus incarné pour moi l'aspiration à ne pas seulement changer ou améliorer le monde mais à « changer de monde ». Ces débats ont traversé l'altermondialisme, ce mouvement divers qui a puisé à des sources multiples, mouvements d'émancipation des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, courants différents de l'internationalisme, expériences libertaires et autogestionnaires sur fond de luttes écologistes, féministes, anti-militaristes et anti-nucléaires.

Je parlerais donc d'abord de continuité dans l'engagement. L'élément déclencheur fut pour moi le soulèvement zapatiste de 1994, le jour de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange ouvrant les frontières entre le Mexique, le Canada et les États-Unis (ALENA), suivi de *l'Appel intergalactique contre le néolibéralisme et pour l'humanité*. Plutôt que d'exporter leur révolution, telle une avant-garde, les zapatistes invitaient leurs alliés du monde entier à en inventer leur propre version, à travers textes et discours mêlant l'allégorie, l'ironie, la poésie. En Europe, dans les années 1990, des mouvements d'action directe avaient également vu le jour, je pense

au réseau *Reclaim the Streets* en Angleterre, qui face à la privatisation de la vie quotidienne et la construction de mégaroutes, autoroutes et ponts, organisait fêtes carnavalesques et manifestations. Le réseau européen de soutien aux zapatistes, *Ya Basta*, organisa une rencontre à Genève en 1998, d'où naquit le réseau PGA, *People's Global Action*, à l'origine de l'appel mondial contre l'Organisation Mondiale du Commerce, qui tenait un sommet à Seattle fin novembre 1999.

Le blocage improbable du sommet fut le fruit d'une longue préparation, de l'invention de nouvelles formes d'alliances horizontales, d'actions directes non violentes, déjà éprouvées dans les décennies précédentes, de soulèvements singuliers et festifs et de désobéissance collective. Le blocus a interrompu le processus et fait surgir du « possible ».

Toutefois, le monde « possible » ne peut pas être un monde hors sol et se résumer à un alter-monde unifié, qui restituerait aux États et aux institutions étatiques internationales, minés par le dogme libre-échangiste, une stratégie et les moyens d'une politique alternative. Un alter-monde à distance des mondes terrestres et de l'irréductible matérialité du réel. En ces temps de chaos écologique, faire monde commun et habiter la Terre sont plus que jamais indissociables. D'où la force des résistances ancrées dans des histoires, des mondes vécus, des milieux de vie et des cultures singulières, des « utopies réelles »¹ qui échappent au monde global et le débordent. Des résistances qui cherchent, au-delà de leur singularité, à conjuguer interdépendance, autonomie matérielle et autonomie politique. Bref, une aspiration à un monde « pluriversel », qui puisse accueillir une pluralité de mondes, selon les termes des zapatistes. Il ne s'agit plus seulement d'une critique des modalités de la mondialisation et du capitalisme mais du triptyque qui les sous-tend et qui se matérialise dans la vie quotidienne : colonialisme, patriarcat, croissance-développement. Les oppositions à la privatisation du vivant, aux OGM, les luttes pour la récupération des communs, la terre, l'eau, l'énergie, le refus concret de l'extractivisme, sont emblématiques de mouvements orientés vers la récupération d'une autonomie matérielle et politique. Ces résistances constituent un contre-mouvement planétaire, dont l'issue n'est pas écrite tant les menaces se font réelles, mais qui contient des capacités fragiles de résurgence, des voies et des ferments pour des soulèvements imprévisibles.

S'ancrer dans le local ne signifie pas s'enfermer dans le « localisme », c'est aussi faire émer-

ger du local, des mondes vécus au quotidien ainsi que les conflits de monde. Le succès du rassemblement sur le Larzac, *Les résistantes*, en août 2023, initié par l'association *Terre de luttes*, en collaboration avec la Confédération paysanne et les collectifs anti-OGM notamment, auquel ont participé les *Soulèvements de la Terre*, indique à la fois la continuité des luttes (50 ans pour la lutte des paysans du Larzac et 20 ans pour le rassemblement altermondialiste de 2003) et la capacité à dessiner un horizon commun pour des luttes localisées pour empêcher la destruction du monde.

Pourquoi les Soulèvements de la Terre? Quelles sont ses spécificités par rapport aux autres mouvements ?

En creux, je pense avoir en partie déjà répondu. Mais je voudrais ajouter que les Soulèvements de la Terre ne sont pour moi ni un « mou-



vement » de plus qui s'ajouterait aux autres déjà constitués, ni une étiquette, ni un « nouveau » mouvement qui remplacerait les plus anciens. J'y vois un souffle qui traverse les engagements, l'expression concrète d'une écologie radicale qui éclaire les conflits des écologies, qui redéfinit des manières d'habiter la Terre, de s'y ancrer, de s'allier pour défendre des milieux de vie et faire territoire commun. Un souffle qui nourrit les luttes et nourrit les territoires. Le choix de soulever la question des terres et de la Terre, n'exclut pas le soutien et la participation

1. Erik Olin Wright, 2017, *Utopies réelles*, La Découverte.

à d'autres combats contre d'autres formes de l'expropriation, comme celui des retraites récemment, en ce que cette réforme s'attaque aux conditions du travail vivant.

Pour se rassembler et créer des rapports de force, il ne s'agit pas de chercher une « convergence des luttes », mais de rechercher une composition à chaque fois singulière de la résistance, une composition ouverte, horizontale. Non pas autour d'un drapeau ou d'une idéologie, d'une « convergence » figée et centralisée, mais sur le terrain concret de la lutte, où l'expérience commune et la détermination dépassent la divergence d'opinions.

L'ancrage dans des territoires ne renvoie pas à un « localisme » qui serait opposé à l'internationalisme mais au contraire à une réactualisation possible d'un internationalisme « par le bas ». Il ne s'agit pas seulement de réclamer un « changement systémique », même exprimé dans les termes les plus radicaux, mais de nourrir concrètement des luttes dites locales, des territoires dans lesquels se trouvent tous les acteurs du « système » global. Le capitalisme est partout. En détruisant la capacité de subsistance des personnes, leur dépendance au capital et au supermarché mondial est assurée. Le geste premier et toujours renouvelé de l'accumulation primitive, c'est l'expropriation, les enclosures des terres, des forêts, des sources, du sous-sol, des savoirs, du travail vivant, des corps, ceux des femmes en particulier, bref des conditions matérielles de la production et reproduction de la vie, comme ce fut le cas dans les empires coloniaux ou dans l'Europe pré-capitaliste avec l'appropriation des « communs ».

Comment s'inscrit la mobilisation contre l'A69 dans les résistances écologistes pour la décroissance ?

Cette lutte hérite d'autres résistances récentes dans le Tarn, notamment celle de Sivens - avec la mémoire présente de Rémi Fraisse -, celle de Terra 2 contre la construction d'un entrepôt logistique géant, pour l'instant abandonnée. Avec toujours les mêmes acteurs aux commandes. Elle est un des symboles de la résistance aux multiples projets d'infrastructures, elle s'inscrit dans le réseau de « la Déroute des routes »². Elle hérite aussi des mobilisations pour le climat (Extinction Rebellion, Youth for Climate), de l'engagement des scientifiques et de leurs alertes, des luttes paysannes (Confédération Paysanne), de la nécessité d'ancrer les résistances, de pratiquer l'action directe et de construire des alternatives, de défendre les territoires livrés au business. Elle hérite enfin

de l'expérience de Notre Dame des Landes, du mouvement contre les Bassines, des réseaux attachés à nourrir les luttes, à les soutenir matériellement et humainement (Soulèvements de la Terre). L'association fondatrice, La Voix est Libre³, a su s'inventer avec la lutte et permettre une composition du mouvement fondé sur la diversité des tactiques, du juridique à l'action politique, de l'action directe à l'occupation.

À travers la lutte, se construit une opposition au quotidien à la poursuite et à l'accélération de l'accumulation capitaliste, autrement dit une opposition à une société industrielle de la vitesse et de la croissance, mesurée en km d'autoroute, en tonnes de béton et de bitume, en minutes gagnées, en « solutions » technoscientifiques. La *continuité* universelle des flux capitalistes, appelée désenclavement, ne supporte aucune limite, aucune opposition, humaine ou autre qu'humaine. Elle se fonde sur le déni des savoirs scientifiques et le détournement des réglementations. Elle organise la discontinuité des trames écologiques, l'abattage de centaines d'arbres centenaires, la destruction de zones humides et d'habitats pour la faune, la stérilisation de centaines d'hectares nourriciers, l'intoxication des villages exposés à la production de bitume, l'occupation de la vallée du Girou dans le Tarn, et pas très loin, celle de la vallée de l'Ariège, avec la croissance de gravières d'où est extrait le granulat pour l'autoroute.

Agir pour le démantèlement d'un tel projet et de « son monde », imaginer des alternatives comme celle d'Une autre voie⁴, ne sont pas des projets de croissance, fût-elle autre, verte, durable ou inclusive. Il s'agit de mettre au centre de cette stratégie des activités de soin, de réparation, de solidarité, de tissage d'un territoire vivant sacrifié au béton et au bitume.

2. <https://www.laderoute-desroutes.com/>

3. <https://www.lvel.fr/>

4. <https://uneautrevoie.org.wordpress.com/>

Services publics et écologie : mettre en débat les besoins à socialiser

Arnaud Bontemps et Marie Pla, membres du collectif Nos services public, coordinateur.ices du rapport sur l'état des services publics

La FSU travaille avec Nos service publics depuis sa fondation. Le collectif apporte un regard complémentaire et novateur à la réflexion sur les services publics, leur état, et leur contribution à l'avenir du pays.

Entretien réalisé par Godefroy Guibert et Valérie Sipahimalani

Partir des besoins, démocratiser le débat

Le collectif Nos services publics est né en 2021 autour du sentiment de perte de sens au travail des agent.es des services publics et de la volonté d'en faire quelque chose de politique. Ce sentiment est peut-être la chose la mieux partagée au sein des services publics, quel que soit le secteur d'activité concerné. Il tient à des facteurs culturels, budgétaires, politiques...¹

De ce constat est née notre association, autour de 2 grands objectifs : le premier est de construire une vision alternative des services publics par rapport à la vision aujourd'hui dominante, une vision alternative qui soit à la fois profondément transformatrice et absolument

réaliste. Il y a urgence à réoutiller le « camp social progressiste » sur une vision de la chose publique, des services publics.

Deuxième objectif : construire un écosystème pour rendre cette vision majoritaire, autour de 3 pôles aujourd'hui existants : celui de la défense des services publics, avec les syndicats en tête, celui de la « transformation » des services publics, porté par des technocrates ou des designers, et celui de l'expression des besoins de services publics, notamment au sein de la société civile (Oxfam, ATD Quart Monde, Médecins du Monde, France Nature Environnement...) visant à défendre, réinventer et exprimer des besoins pour rebâtir des services publics.

Quels enjeux écologiques avez-vous identifiés ?

Le lien entre l'écologie et les services publics est souvent abordé de manière trop étroite. Ce qui revient souvent, c'est la notion d'exemplarité des services publics sous l'angle insuffisant de leur seule décarbonation. Les politiques publiques ont certes un rôle à jouer sur l'adaptation des administrations aux défis environnementaux, mais plus généralement doivent transformer, réguler, voire envisager l'interdiction d'activités nocives lorsqu'elles mettent en danger le respect des limites planétaires.

L'écologie revient aussi fréquemment par le thème de la formation des agents de la fonction publique aux enjeux écologiques : cette forma-



¹. Voir l'intégralité des publications du Collectif ici : <https://nosservicespublics.fr/publications>

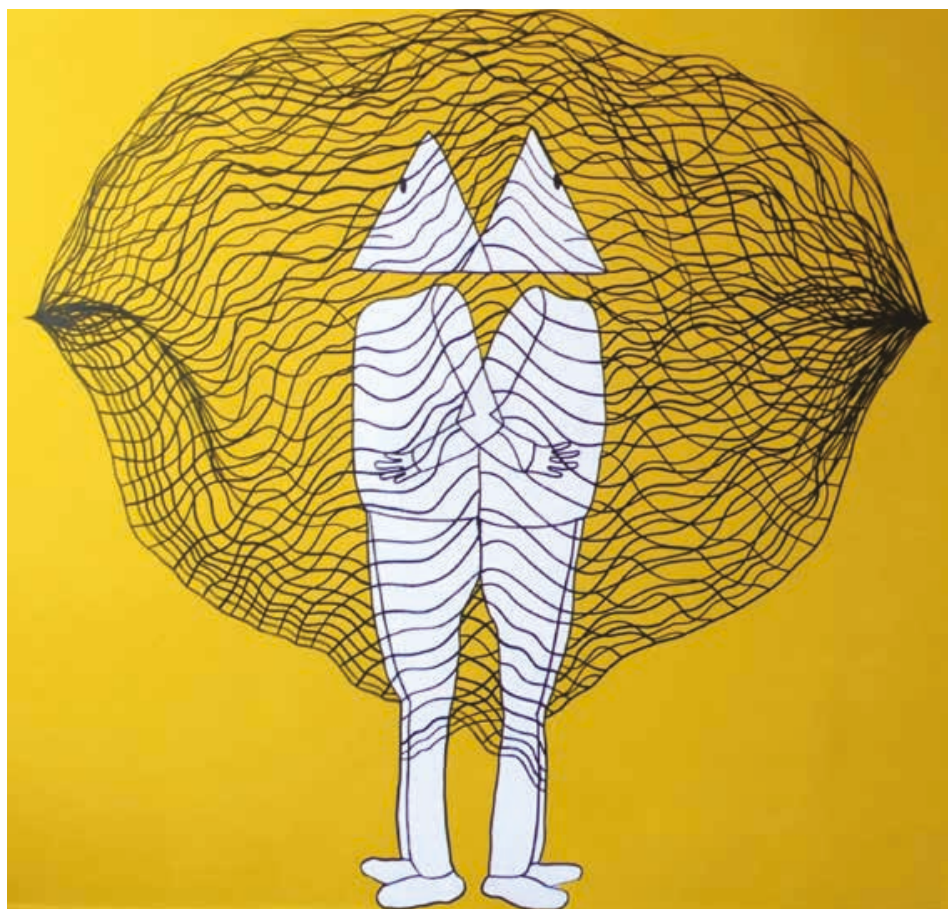
tion est importante et nécessaire, mais s'il s'agit de former sans changer le cap, c'est parfaitement insuffisant et c'est un piège à démasquer.

De la même façon, imaginer la sobriété comme une nouvelle justification de l'austérité dans les services publics serait un contre-sens. A contrario, il faut nous garder de penser que le secteur public serait en soi écologique. De l'inaction climatique aux grands projets inutiles, on voit bien que l'action publique est loin d'être automatiquement une action formatrice dans le bon sens. Au-delà de notre propre exemplarité, l'enjeu est de transformer l'action de la puissance publique pour la mettre au service d'une évolution radicale de nos sociétés.

L'État doit en être un fer de lance : c'est l'outil démocratique dont dispose la société pour se contrôler elle-même. L'écologie pose la question de la réappropriation d'un destin commun. La puissance publique devrait être à la pointe en tant que laboratoire d'essai de nouvelles méthodes, de nouvelles manières de faire face aux enjeux écologiques, ne serait-ce que parce que les services publics sont, en théorie du moins, détachables des enjeux de rentabilité.

Comment fait-on pour changer démocratiquement les services publics, car l'écologie est avant tout une question de démocratie ?

Il y a une différence fondamentale entre le privé et le public : si l'entité privée n'est pas rentable, elle meurt, la rentabilité est sa condition de survie. La condition de survie des services publics au XXI^{ème} siècle, c'est la démocratie. S'ils ne le sont pas, ils n'ont pas d'avenir. Cela devrait induire des fonctionnements radicalement différents même si depuis des décennies les réformes successives, l'austérité budgétaire et le développement de la mise en concurrence n'ont eu de cesse de brouiller cette frontière. Un enjeu massif est devant nous : la bifurcation écologique nécessitera de faire basculer une part massive de richesses et de pouvoir du secteur rentable vers le secteur démocratique. Or nous, services publics, ne sommes pas assez outillés pour le moment. C'est ce chemin qu'il faut tracer au plus vite. Les services publics sont un déjà-là, ils sont déjà une forme de mise en commun de richesses et de services déterminés collectivement pour répondre à l'intérêt général. En eux





les services publics ont ce potentiel démocratique révolutionnaire qu'il faut faire vivre.

Sur quels grands axes peser au sein des services publics pour assurer la bifurcation écologique ?

L'ADEME a réussi à produire des calculs pour essayer de comprendre « combien pèsent les services publics en termes d'empreinte carbone ». Ce travail technique a son intérêt car il permet de montrer la nécessité de transformation au sein des services publics aussi. Mais ce serait un piège de s'arrêter à ce niveau de réflexion. Il faut plus fondamentalement organiser un débat démocratique pour déterminer la limite de ce à quoi on doit renoncer collectivement, dans une période où les tensions sur les ressources iront croissantes.

Aujourd'hui c'est l'inverse qui se produit : les services publics autorisent, subventionnent et assurent la défense des mégabassines ! Des mégabassines dont il a été démontré l'inefficacité en matière de gestion de l'eau, et qui visent, dans le cas de Sainte-Soline, à alimenter des cultures de maïs très consommatrices d'eau, et qui ont principalement vocation à nourrir du bétail, un secteur immensément consommateur de ressources et émetteur de gaz à effets de serre. Cela pose la question de ce que l'on souhaite défendre comme service public de gestion de l'eau, des priorités d'usage de l'eau, et in fine comme modèle agricole.

Plus largement, la façon de travailler de

notre collectif consiste à identifier des secteurs de politique publique directement concernés par les enjeux écologiques. Dans notre rapport sur l'état des services publics (2024, édition les Equateurs), nous avons notamment analysé le secteur des transports publics, premier poste émetteur de gaz à effets de serre du pays et qui n'arrive pas à réduire ses émissions. C'est un secteur complexe car la majorité des émissions proviennent de véhicules privés qui circulent sur des infrastructures publiques : la puissance publique a de multiples leviers pour agir, mais il ne s'agit pas d'un secteur dont elle est en pleine gestion. On parle d'ailleurs pour les régions d'autorité organisatrice de la mobilité (AOM).

Nos réflexions en cours portent sur la question de l'aménagement des territoires, celle de l'eau ou encore celle du logement. L'idée est de croiser systématiquement les besoins sociaux avec les objectifs de transition écologique.

Enfin, la puissance publique a également un rôle clé à jouer en matière de financement de la transition écologique.

Il faut avoir en tête deux chiffres clés :

- depuis 1970, la moitié des subventions publiques ont été attribuées aux 25 % des entreprises les plus émettrices de GES²

- En 2030, il faudra 25 milliards d'euros en plus par an d'investissements climat par rapport à 2021 soit une augmentation de plus 30 %, ce qui montre l'ampleur du chemin à parcourir³. Or la trajectoire budgétaire actuelle ne s'inscrit pas du tout dans cette direction, au contraire elle est

². Voir Anne-Laure Delatte, L'État droit dans le mur, Fayard, 2023

³. Voir les travaux de I4CE, Institut de l'Économie pour le Climat

à la baisse des impôts, donc à une diminution des ressources disponibles : c'est un enjeu clé, et sur lequel il est vital de se mobiliser.

Comment pensez-vous l'action collective pour tenter de peser dans le rapport de force ?

Nous faisons cela de deux manières. Il s'agit d'abord de déplacer le débat public, qui a parfois tendance à se focaliser sur l'islam ou l'immigration, sur les sujets clés : éducation, santé, eau, logement, etc. En faisant les constats les plus clairs possibles sur les besoins de la population, qui augmentent automatiquement quand on prend en compte les enjeux climatiques, on pose systématiquement la même question : face à cette évolution des besoins, la réponse doit-elle être collective, et donc publique, ou individuelle, éventuellement en recourant au secteur privé ? Si les gens se posaient cette question, nous aurions déjà gagné une première bataille.

Deuxièmement, nous essayons de construire du collectif, créer des espaces d'engagement dans lequel se rencontrent des militants des 3 pôles évoqués plus haut. Nous n'avons pas vocation à remplacer les organisations syndicales en tant qu'acteur de masse. Mais votre invitation est la preuve qu'il est facile de travailler avec les syndicats du service public car nous avons chacun un créneau clairement identifié et nos objectifs sont communs.

Notre spécificité est de parler de l'ambition et de la réinvention des services publics avant de parler des agents, c'est en cela que nous sommes très complémentaires.

Avez-vous déjà des pistes concrètes sur les besoins à socialiser, ceux qu'on laisse au privé ou encore ceux que l'on interdit ?

Ce n'est surtout pas à nous de le dire ! Si l'on prend l'exemple de l'éducation, dans notre premier rapport nous avons abordé ce qui aujourd'hui revient sur le devant de la scène : pourquoi le public subventionne-t-il le privé ? Et quid des cliniques privées largement subventionnées par de l'argent public et qui se concentrent sur les actes les plus rentables ? Voilà notre rôle : identifier ces endroits de débat démocratique, les faire exister, les nourrir et donc in fine questionner sur ce que l'on met en commun et ce que l'on ne met pas en commun.

Si ces sujets émergent, c'est un début de victoire. Si le débat devient « nationalisation, définancement ou régulation ? », on aura franchi une sacrée étape dans le débat public. À ce stade nous ne formulons pas de recommandations, mais c'est un travail complexe et donc de long terme que nous allons mener sur plusieurs

années et que nous avons déjà entamé, notamment sur la santé, de manière à ce que les propositions soient à la fois réalistes, radicalement transformatrices et qu'elles répondent aux besoins actuels et futurs de la population.

Autre exemple que nous travaillons en ce moment : le logement. On en parle aujourd'hui en termes de nombre de logements à créer chaque année, sans discuter des résidences secondaires etc. et donc de la répartition du parc de logements existant. Nous avons vocation à éclairer le débat pour susciter d'autres réponses.

En conclusion, notre avis est de ne pas entrer dans la discussion sur les services publics face à la transition écologique par la question du financement, mais par celle des besoins de la population. Il faut définir collectivement les besoins essentiels, ce qui est nécessaire pour chacune et chacun et pour lesquels la réponse doit être socialisée, autrement dit ceux auxquels les services publics doivent répondre. D'autres besoins peuvent être permis, et assurés par divers acteurs potentiellement privés. D'autres enfin sont artificiels, insoutenables en termes de ressources ou de justice sociale : il faut les transformer ou les réguler de manière à ce qu'il soit possible de nous en passer. Il faut organiser un débat démocratique sur ces deux limites à poser : besoins essentiels et besoins artificiels.

Parler de socialisation de la réponse aux besoins oblige, dans un second temps, à aborder la question du financement, et à relégitimer les sources de financement public, dès lors qu'ils contribuent à la prise en charge des besoins essentiels. Il y aura besoin d'argent supplémentaire et donc deux urgences s'imposent : réhabiliter l'impôt (et commencer par arrêter de le réduire), relégitimer la dette financière comme réponse à la dette climatique.

Protection sociale, dépense publique et post-croissance

Louison Cahen-Fourot, Professeur associé à l'Université de Roskilde, Danemark
Alma Monserand, docteure de l'Université Sorbonne Paris Nord

Parmi les problèmes économiques que soulève une transition de décroissance, deux reviennent fréquemment dans les débats : si l'on produit et consomme moins, (1) « l'emploi diminuera, le chômage explosera et les inégalités avec », (2) « le montant des recettes fiscales et des cotisations sociales diminuera, on ne pourra plus financer ni les services publics ni la protection sociale. Moins de professeurs, de personnel de justice, de personnel soignant, une baisse des retraites et des remboursements de soins. » Cet article vise à répondre à ces interrogations légitimes en montrant que de telles conséquences négatives sont évitables.

Post-croissance et décroissance

Avant d'aller plus loin, il est utile de clarifier ce que l'on entend par post-croissance et décroissance.

Qu'est-ce donc que cette post-croissance¹ ? Le terme désigne une société émancipée du besoin de faire croître son économie pour assurer stabilité socio-politique et bien-être individuel et collectif. Pour simplifier, une économie en transition vers la post-croissance peut être pensée comme la succession de trois phases.

Une première phase où des investissements massifs dans les infrastructures, les équipements, et dans tous les secteurs de l'économie sont effectués dans le but de réduire autant que possible l'impact environnemental de toute activité productive. L'effet concret sur la croissance dépend alors de l'ampleur relative des investissements et des désinvestissements à effectuer, des effets multiplicateurs ainsi générés et des changements de modes de consommation qui s'opèrent simultanément.

La deuxième phase consiste en la décroissance : une réduction de l'activité économique due aux changements progressifs des modes de vie et à la réorganisation de l'économie vers plus de simplicité et de sobriété. Il faut ici établir une distinction fondamentale : une transition de décroissance organisée, coordonnée et planifiée

diffère par sa nature d'une récession sans remise en cause du paradigme de la croissance. En décroissance, si la production diminue, c'est parce que l'isolation thermique des bâtiments diminue les besoins énergétiques, des normes strictes d'éco-conception rallongent la durée de vie des biens, des systèmes de transport écologiques et des emplois rapprochés des lieux d'habitation diminuent les achats et les dépenses automobiles, la réduction drastique de la publicité et une évolution des normes sociales vers la sobriété plutôt que le consumérisme rendent moins désirables certaines consommations évitables comme le remplacement de biens en état de marche. En résumé, il s'agit surtout de rendre possible une réduction de dépenses contraintes telles que celles liées au transport, au chauffage, ainsi qu'au remplacement de biens endommagés, dysfonctionnels ou devenus techniquement ou socialement obsolètes (véhicules, électroménager, ameublement, électronique, textile, autres objets). Permettre aux ménages de diminuer ces dépenses n'affecterait pas négativement leur bien-être, voire l'améliorerait (moins de pollutions ou de précarité énergétique par exemple). Certains de ces changements sont rendus possibles ou facilités par la première phase, par exemple le report modal

¹ Pour une discussion plus détaillée de la post-croissance, nous renvoyons à Cahen-Fourot, L., & Monserand, A. (2025). La macroéconomie de la post-croissance. *L'Économie Politique*, 98, 8-32, <https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2025-2-page-15.htm>. Nous reprenons certaines parties de ce texte dans cette introduction.



2. La RTT peut être mise en œuvre de différentes façons, par exemple avec maintien du salaire ou avec une diminution du revenu mensuel. Ici nous prenons le cas le moins favorable d'une diminution du revenu mensuel. Les mécanismes qui s'appliquent ici seront d'autant plus facilités dans le cas d'une RTT avec maintien du salaire.

pour les transports ou l'isolation massive des bâtiments.

La troisième phase constitue le « point d'arrivée », soit l'état de post-croissance où le volume de l'activité économique se stabilise et où stocks et flux économiques réels demeurent constants en moyenne. Cet état stationnaire n'est pas une fin de l'histoire et les évolutions qualitatives se poursuivent : si la taille de l'économie demeure stable, la composition de la production peut évoluer ainsi que les technologies utilisées. Celles-ci peuvent permettre d'accroître la production ponctuellement si elles permettent une réduction au moins équivalente des impacts environnementaux. En résumé, une économie de post-croissance est une économie où l'innovation vient d'abord nourrir le « mieux » avant d'être assujettie au « plus ».

Nous analysons en premier lieu le financement de la protection sociale dans une économie en décroissance tout en traitant de la question de l'emploi. Nous élargissons en-

suite le propos au financement du reste de la dépense publique dont nous discutons brièvement les limites.

Financement de la protection sociale pendant la phase de réduction de l'activité économique

L'idée principale est qu'une augmentation des taux de cotisation et une réduction du temps de travail (RTT) permettent conjointement le maintien du nombre d'emplois et du volume de transferts sociaux telles que les retraites ou les prestations chômage. Ceci sans impacter négativement les actifs alors même que la RTT impliquerait pour eux une perte de revenu mensuel². Comment cela est-il possible ? La clé du raisonnement se situe dans le fait de considérer le revenu disponible après déduction des dépenses contraintes telles que décrites précédemment, plutôt que le simple montant indiqué en bas de la fiche de paie.

Par exemple, si l'ensemble des actifs voit ses dépenses contraintes réduites de 100 unités

monétaires, à court terme l'activité économique diminue de 100, de même que les revenus générés par ces dépenses contraintes (les dépenses des un.es étant les revenus des autres). Sans RTT, cette perte de revenus serait entièrement concentrée sur certaines personnes, qui perdraient leur emploi. Avec RTT, la diminution de l'activité et des revenus est répartie entre tous les actifs et le nombre d'emplois est maintenu³. De ces 100 de revenus générés en moins, environ 70 auraient été perçus par les ménages (en salaires et dividendes) et 30 par l'État. Mais, tandis que le déficit public s'accroît effectivement de 30 (à dépense publique constante), les ménages ne s'appauvrissent pas : au contraire, ils s'enrichissent puisque leurs revenus ont diminué de 70 mais ils ont évité 100 de dépenses contraintes. Ils voient ainsi leur revenu disponible après règlement des dépenses contraintes augmenter de 30. Selon l'utilisation de ce supplément de pouvoir d'achat et les politiques économiques appliquées, plusieurs chemins sont possibles.

Premier chemin : l'effet rebond⁴

Les ménages reportent entièrement les dépenses évitées sur d'autres consommations. La

dépense des 30 de ressources dégagées relance l'activité, les revenus et la consommation jusqu'à ce que le niveau d'activité de départ soit retrouvé. Ce faisant, cela résorbe la perte initiale de recettes budgétaires pour l'État. Selon l'impact environnemental relatif des dépenses substituées, les conséquences écologiques peuvent être positives ou négatives. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas exactement une trajectoire de décroissance puisque l'effet rebond sur la consommation est total⁵.

Deuxième chemin : accroissement de la socialisation des revenus pour garder les transferts constants

Les taux de cotisation sont augmentés de manière que le montant des transferts sociaux reste à son niveau initial malgré la réduction de l'assiette de cotisation. L'effet rebond est alors nul, ce qui est la meilleure option sur le plan écologique. Les ménages ne remplacent les dépenses contraintes évitées par aucune autre consommation. Leur revenu disponible après déduction des dépenses contraintes reste à son niveau initial car les 30 unités monétaires qui l'augmentaient sont entièrement dirigées vers le budget public pour compenser la perte de recettes engendrée par la diminution de la production.



³. Dans cet article, nous ne traitons que du cas avec RTT.

⁴. L'effet rebond, suggéré initialement par l'économiste Stanley Jevons en 1865, renvoie à la situation où des gains d'efficacité réduisent les coûts unitaires, entraînant une augmentation de la consommation du même bien et/ou un report sur d'autres consommations et donc une hausse de la consommation totale d'énergie.

⁵. D'autres cas sont possibles, tel qu'un accroissement de l'épargne des ménages faisant preuve de sobriété dans la consommation. Voir Monserand (2022, Chapitre 4) pour plus de détails.

Troisième chemin : effet rebond partiel et moindre augmentation des taux de cotisation.

Les taux de cotisation sont augmentés, sans toutefois compenser entièrement la diminution de l'assiette fiscale. Le revenu disponible des ménages augmente, mais moins que dans le cas du chemin *effet rebond*. L'État recouvre par la hausse des taux une partie de la perte initiale de revenu liée à la diminution de l'assiette fiscale et les ménages utilisent l'augmentation de revenu disponible pour satisfaire par exemple des besoins auparavant insatisfaits. La satisfaction de ces besoins stimule des productions utiles qui génèrent des revenus ré-élargissant partiellement l'assiette fiscale et compensant la moindre augmentation des taux de cotisation.

Récapitulatif et généralisation

Nous montrons qu'il est possible de financer la protection sociale dans une économie en décroissance, et ce sans pénaliser les cotisants. Le chemin n°3 montre même que baisse de revenus et hausse des taux de cotisation n'empêchent pas les ménages d'augmenter leur consommation de certains biens, grâce aux améliorations dans la qualité de la production et des modes de vie conduisant à la diminution des dépenses contraintes. La réduction du temps de travail permet à la fois le maintien de l'emploi et une amélioration de la qualité de vie grâce à plus de temps passé en dehors du travail rémunéré.

Les raisonnements concernant la protection sociale peuvent être généralisés à toute la dépense publique (notamment aux services publics) dans la mesure où ils s'appliquent à toutes

les recettes assises sur l'activité économique (TVA, impôt sur le revenu, etc...). Ainsi, tout comme les revenus perçus par les personnes retraitées, au chômage, en situation de handicap ou de maladie peuvent être financés, les salaires des professeurs, personnels des hôpitaux ou autres fonctionnaires peuvent l'être, toujours sans pénaliser les contribuables. Mais, au-delà des niveaux de prélèvements obligatoires et de l'assiette fiscale, c'est dans la nature même de l'État que se trouve la spécificité du financement de la dépense publique.

Financement de la dépense publique : comptabilité ou politique ?

D'une part, l'État se *finance* par l'endettement et *paie* ensuite pour ses dépenses par les recettes qu'il perçoit, y compris pour le remboursement de la dette publique. En effet, les prélèvements obligatoires ne financent pas la dépense publique à proprement parler car ils viennent nécessairement en bout de chaîne : pour prélever des impôts, il faut qu'un revenu ait été généré par de la production et donc qu'une dépense ait eu lieu. L'endettement public ou privé permet cette dépense initiale. Cela montre que c'est largement l'État qui, par la dépense publique, imprime le rythme de l'économie et détermine l'assiette fiscale. Cela explique en partie les effets multiplicateurs positifs ou négatifs des politiques de relance ou d'austérité.

D'autre part, parce que l'État incarne le souverain et dispose du monopole de la violence légitime, il peut à chaque instant créer, réquisitionner ou lever les moyens dont il a besoin



pour fonctionner. Il n'existe pas à proprement parler de contrainte budgétaire de l'État comme il existe une contrainte budgétaire des ménages ou des entreprises.

Cela signifie-t-il que les développements précédents sur les prélèvements obligatoires sont superflus ? Assurément, non ! En situation de post-croissance plus encore qu'en situation de croissance, les prélèvements obligatoires ont un rôle essentiel de régulation de l'accumulation de richesse et de répartition de cette dernière, de stabilisation de la dette publique et de stabilisation et d'orientation de la demande pour contenir des augmentations non souhaitées de consommation et donc d'une possible inflation.

Cela signifie-t-il, en outre, qu'il n'existe aucune limite à la dépense publique ? Assurément, non plus ! Mais les limites à la dépense publique sont de natures politique et économique plus que de nature comptable. En effet, les limites comptables en apparence – par exemple limiter le déficit à 3% ou la dette publique à 60% du PIB – ne sont que le fruit de décisions politiques (qui, elles-mêmes, ont très peu à voir avec une logique économique). Quelles sont ces limites ?

Politiquement, l'État est limité dans sa dépense par les compromis socio-politiques qui bornent son action et son périmètre, c'est-à-dire par sa légitimité. Ces compromis conditionnent la capacité de l'État à s'endetter selon qu'il puisse ou non emprunter directement auprès de sa banque centrale, c'est-à-dire en fait créer lui-même les moyens monétaires de sa dépense. Ces compromis conditionnent aussi, bien sûr, la capacité de l'État à exercer son pouvoir souve-

rain pour prélever les moyens dont il a besoin, par exemple lever l'impôt. La limite politique à la dépense publique réside donc dans les rapports de force qui structurent la société et délimitent l'action de l'État.

Économiquement, l'État peut être limité dans sa dépense de plusieurs façons. Par exemple, si la dépense publique entraîne une hausse des importations, cela peut conduire à une dépréciation du taux de change exacerbant les contraintes de balance de paiements et l'inflation importée. Autre exemple, si la dépense publique favorise d'abord des secteurs au voisinage du plein-emploi et où capacités de production et productivité ne peuvent être augmentées significativement à court-terme, cela peut entraîner de l'inflation, a fortiori si ces secteurs se situent plutôt en amont des chaînes de production.

Conclusion

Il n'existe pas de fatalité à de moindres retraits ou à un moindre État social dans un scénario de post-croissance ou de décroissance. Bien au contraire, une transformation sociale-écologique profonde et démocratique peut et doit être le vecteur d'un progrès social décisif. Cela en émancipant les sociétés des consommations contraintes et écologiquement destructrices tout en permettant un maintien voire un élargissement de l'État social.



ENTRETIEN

Connaître l'histoire pour combattre les peurs et les préjugés

■ Entretien avec Gilles Manceron



La vocation du site histoirecoloniale.net est d'analyser le passé colonial et les traces qui en persistent pour alimenter la réflexion en vue de l'action. L'institut de recherches de la FSU a souhaité construire un partenariat pérenne avec l'association Histoire coloniale et post-coloniale, qui anime ce site Internet. Dans cet entretien, son Président Gilles Manceron, historien spécialiste de l'histoire coloniale de la France et militant de la ligue des droits de l'Homme, en présente la finalité et les activités.

Propos recueillis par Alain Dalançon et Jean-Marie Le Boiteux

Historien reconnu pour vos travaux sur les colonisations, militant engagé notamment à la LDH, pourquoi avez-vous participé à la fondation de l'Association « Histoire coloniale et postcoloniale » ? Quels sont ses buts et les moyens qu'elle utilise et souhaite développer ?

Cette association a été fondée pour poursuivre le site qu'un membre de la LDH de Toulon avait lancé quand il avait compris, peu après l'accession d'un membre du Front national à la mairie de cette ville, que le récit déformé de la période coloniale de notre histoire et l'idéologie qui l'accompagne, constituaient un terreau important, sur lequel l'extrême droite se développait. François Nadiras n'était pas historien mais professeur de mathématiques, et il se trouve que sa première nomination comme jeune agrégé dans les années 1960, l'avait confronté à une société, en Guadeloupe, où persistait ouvertement un racisme colonial qu'il n'avait pas supporté.

Il s'est lancé au début des années 2000 dans la construction d'un site intitulé ldh-toulon.net, qui a vite acquis une grande audience, bien au delà de Toulon et du Var, et, nous sommes plusieurs historiens à l'avoir aidé à l'alimenter. À son décès en 2017, nous avons décidé de poursuivre ses efforts pour éclairer des épisodes méconnus de l'histoire coloniale et pointer ce qui constitue des héritages de celle-ci au sein de notre société. Un édi-

teur, François Gèze – il dirigeait les éditions La Découverte, ayant pris la suite des éditions François Maspero qui avaient été actives dans la publication d'ouvrages dénonçant la guerre d'Algérie – a rejoint l'équipe de ces historiens dont il avait publié certains travaux.

Dans sa dénomination, pourquoi avoir choisi d'accoler à Histoire coloniale « et postcoloniale » ? Affronter le passé colonial ne se limiterait donc pas à comprendre seulement le passé, mais aussi le présent ?

Notre objectif n'est pas seulement de diffuser des connaissances sur les réalités de la période coloniale et sur les débats qu'elles ont provoqués quant à leur contradiction avec les principes des droits de l'Homme, c'est aussi de pointer les préjugés et les mécanismes sociaux qui perpétuent une idéologie héritière de celle propagée du temps des colonies. Aujourd'hui, le rejet des étrangers qui se traduit dans l'évolution de la législation les concernant, comme dans le comporte-

“
le rejet des étrangers rappelle des comportements régnant dans la période coloniale

”

ment des services préfectoraux à leur égard, rappelle des comportements régnant dans la période coloniale. C'est le cas aussi de certains comportements policiers à l'encontre de nos concitoyens dont les familles étaient originaires des anciennes colonies.

Pour le dire autrement : si on veut comprendre certains phénomènes contemporains dont – pour reprendre un terme forgé par Robert Badinter – la « lepenisation des esprits », qui produit la poussée de l'extrême droite en particulier dans certaines régions méditerranéennes. Il faut faire un détour par l'histoire.

Il faut connaître certains phénomènes qui ont marqué la fin de la guerre d'Algérie, comme le terrorisme de l'OAS. Celui-ci visait à prolonger une forme d'apartheid lié à la domination française et a obtenu un large soutien parmi la population européenne, sans que celle-ci soit unanime :

il y avait aussi des éléments minoritaires (des militants issus du parti communiste algérien ou des chrétiens favorables à l'indépendance du pays). Mais ces minorités ont été visées aussi par le terrorisme de l'OAS et ont été marginalisées.

L'immigration en France, celle qui inquiète, ne peut se comprendre que si on en commence l'histoire au temps du colonialisme. La loi sur l'immigration soulève de nombreuses oppositions mais insuffisamment partagées dans l'opinion publique. N'y a-t-il pas là un déficit d'information et de compréhension laissant place aux réactions de peurs ? Et comment enseigner cette histoire ?

Cette coupure de la société coloniale, avec un courant majoritaire porteur de racisme, qui s'est diffusé aussi en France, et auquel se sont heurtés ceux qui défendaient un certain nombre de principes issus de la Révolution française, a donné naissance aux mémoires éclatées de la colonisation et de la guerre d'Algérie que l'on constate aujourd'hui. L'opinion française s'est trouvée divisée à propos de cette page de son passé et cela a des liens avec ses divisions au sujet de la venue de réfugiés souvent originaires d'anciennes co-

lonies et qui cherchent une vie meilleure en France ou dans d'autres pays d'Europe. Pour comprendre ces regains de racisme et leurs formes particulières, il faut faire un détour par l'histoire, analyser en partie notre présent à la lumière de ce passé tragique.

Il est essentiel de constater que les peurs naissent de l'ignorance. Les votes en faveur de l'extrême droite sont plus élevés dans des régions rurales où il n'y a ni descendants d'immigrés ni exilés récents, que dans celles où vivent, depuis plusieurs générations, un nombre important de personnes dont les familles sont venues des colonies. Pour faire reculer les peurs, il faut diffuser des connaissances. C'est le rôle que joue l'école, mais elle ne peut suffire. Elle est soumise à des institutions qui ont tendance à perpétuer des idéologies issues de ce passé. Il faut accompagner et compléter son effort. D'où l'idée de s'appuyer sur d'autres vecteurs de communication qui peuvent toucher un grand nombre de gens, comme celle qui s'exerce sur internet et qui repose sur des outils comme les podcasts ou les vidéos.

Les idées et idéologies d'extrême droite progressent dangereusement en France et dans le monde.

Elles trouvent leurs racines dans ce qu'on a appelé le fascisme : nationalisme exacerbé, racisme et colonialisme. La France serait-elle immunisée contre sa résurgence comme une historiographie dominante s'est évertuée à en faire la démonstration jusque dans les années 1980 ?

Pour combattre la violence terroriste de l'OAS, ont ressurgi les vieux mots d'ordre des années 1930 et de l'époque de la guerre civile espagnole comme « le fascisme ne passera pas ! », car l'usage de la violence terroriste suscitait des comparaisons avec le fascisme et le nazisme. Mais, à y réfléchir en historien, ces phénomènes nés dans des pays développés comme l'Italie, l'Allemagne et qui ont atteint aussi la France, n'étaient pas exactement de même nature que le phénomène colonial et les préjugés diffus sur lequel il s'est fondé. Et ces préjugés se sont accompagnés de références aux droits de l'homme et à un discours « civilisateur ». La France, malgré sa tradition républicaine et l'influence en son sein des idées des Lumières et de la Révolution, a mis en place l'un des plus grands empires coloniaux, fondé sur une distinction fondamentale entre les indigènes et les citoyens.

“
...le Rassemblement national a évolué dans son discours tout en perpétuant les mêmes modes de pensée funestes
”

À mon avis, on ne peut pas faire reculer aujourd'hui le Rassemblement national en reprenant, par exemple, le slogan répété souvent en 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen s'est retrouvé au second tour de la présidentielle : « F comme fasciste, N comme nazi, À bas, à bas, le Front national ! ». Le Rassemblement national d'aujourd'hui a opéré des glissements de langage, il s'est efforcé de faire croire qu'il n'avait plus rien d'antisémite – tel Donald Trump aux États-Unis soutenant Netanyahu et l'expansionnisme israélien mais se présentant comme un « ami des Juifs ». Nous sommes en présence d'un mouvement qui a évolué dans son discours tout en perpétuant les mêmes modes de pensée funestes, mais nous ne pouvons pas les combattre comme si nous avions affaire aux Camelots du Roi des années 1930 qui criaient « À bas la République, Vive le Roi ! ». Le discours actuel du RN se prétend républicain et se fonde beaucoup sur l'inconscient colonial de notre société.

La sanglante guerre destructrice Israël-Hamas ne met pas seulement en lumière antisémitisme et anti-islamisme. N'est-ce pas aussi la désastreuse conséquence d'une autre forme de colonisation-occupation ?

La période coloniale a suscité des formes nouvelles de racisme. Elle n'a pas fait disparaître l'antisémitisme qui s'enracine en Europe dans des siècles de culture chrétienne et auquel l'Église catholique comme des institutions protestantes ont tardé à réagir. L'antisémitisme constitue toujours un socle idéologique diffus pour l'extrême droite. Il ne faut pas l'oublier. Mais la période coloniale a favorisé l'émergence d'un racisme de la couleur et d'une islamophobie qui ont continué à prospérer au-delà de l'indépendance des anciennes colonies. D'autant qu'il a profité pour faire passer leurs idées funestes de l'apparition de courants musulmans intégristes et violents afin de légitimer leur racisme islamophobe. Allant jusqu'à dire qu'il ne fallait pas reprendre le terme d'islamophobie qui n'était qu'une fabrication des mollahs adeptes de la République islamique d'Iran, alors que la lutte contre l'islamophobie est un aspect nécessaire de l'antiracisme aujourd'hui.

La guerre menée par Israël contre le territoire palestinien de Gaza, au prétexte de détruire le Hamas dont l'offensive du 7 octobre contre le sud d'Israël a été incontestablement marquée par des crimes de guerre, n'est pas suffisamment replacée dans une histoire –

spécifique, certes, car elle se rattache également à celle de l'antisémitisme – qui est aussi celle d'un phénomène colonial : l'histoire centenaire de l'implantation incessante de populations juives en Palestine, parmi lesquelles a prévalu le refus de reconnaître l'existence d'une nation palestinienne et la légitimité d'un État palestinien au côté de l'État d'Israël. On ne peut pas comprendre ce qui s'est passé à Gaza avec le développement du Hamas, si on oublie des épisodes importants comme la Nakba, ce départ forcé en 1948 des gens qui peuplaient certaines régions de Palestine et où toute trace de leur présence a ensuite été effacée ; ou comme le processus continu d'installation de nouvelles colonies juives à Jérusalem-Est et dans les territoires de Cisjordanie, où l'occupation israélienne s'est perpétuée au mépris du droit international au lendemain de la Guerre des Six jours en juin 1967. C'est aussi l'implantation continue de colonies juives dans les territoires palestiniens où environ 700 000 personnes se sont installées entre la signature des Accords d'Oslo et aujourd'hui ; ce sont aussi les efforts israéliens constants pour encourager l'implantation à Gaza d'un pouvoir différent de celui de l'Autorité palestinienne, afin de diviser durablement les deux entités palestiniennes, qui ont créé les conditions d'un développement de ce Hamas que le gouvernement extrémiste israélien prétend aujourd'hui détruire.

Quelles sont vos prochaines initiatives programmées ?

L'année 2024 sera l'occasion de s'appuyer sur plusieurs commémorations qui se rapportent à des événements importants de l'histoire coloniale française, pour susciter une réflexion collective à propos de cette page de notre passé et de ses traces aujourd'hui. Cette page n'est pas toute l'histoire de la France. La République n'a pas été seulement coloniale et nous avons tout lieu d'être fiers de bien d'autres éléments de notre histoire. Tel, en particulier, le processus commencé dès le XIV^{ème} siècle, marqué par l'émergence d'institutions universitaires qui se sont au-

“
L'année 2024 sera l'occasion de s'appuyer sur plusieurs commémorations
”

tonomisées par rapport aux institutions religieuses, et qui a conduit aux mouvements des Lumières et à la Révolution française, puis à la loi de Séparation des Églises et de l'État et à la laïcité de nos institutions. Il ne s'agit donc pas de dénigrer notre histoire en ne parlant que de ses pages sombres. Mais l'histoire coloniale a en partie façonné notre présent et il faut s'interroger sur elle, en particulier sur certains de ses moments clés.

En dehors des 70 ans marquant le début de la guerre d'Algérie, il y a, en 2024, d'autres anniversaires décennaux d'événements qui ont marqué cette histoire. Dans l'ordre antéchronologique, il y a d'abord celui de la bataille de Diên Biên Phu et des Accords de Genève qui ont coïncidé avec la fin de la guerre française d'Indochine. Il y a aussi celui du massacre de Thiaroye, près de Dakar, en décembre 1944, où des centaines de tirailleurs africains originaires de toutes les colonies françaises d'Afrique occidentale et équatoriale françaises, ont été réprimés. Ils ne demandaient pourtant que leur solde pour le service en France pour lequel ils avaient été recrutés à la veille de la Seconde guerre mondiale, et qui s'est trouvé prolongé dans des camps de prisonniers cogérés par des gendarmes français et des militaires de l'Allemagne nazie, puis, pour beaucoup d'entre eux, par leur ralliement à des maquis de la Résistance.

Il y a aussi l'anniversaire de la première guerre coloniale française pour s'opposer à un mouvement d'émancipation dans un territoire colonisé : celle de Saint-Domingue qui s'est soldée - 150 ans avant Diên Biên Phu - par une défaite du corps expéditionnaire envoyé par le Premier consul Napoléon Bonaparte pour s'opposer à l'abolition de l'esclavage dans ce territoire, ouvrant la voie, en 1804, à l'indépendance d'Haïti.

Et, dans un autre empire, celui du Portugal, il y a aussi l'anniversaire de la « révolution des œillets » d'avril 1974, qui s'est produite dans les conditions rares, puisque c'est d'une armée envoyée combattre dans des colonies africaines qu'est parti le réveil démocratique de ce pays. Phénomène diamétralement opposé à celui qu'a connu la France depuis la fin de la guerre d'Algérie, puisque le prolongement du combat des jusqu'au-boutistes de l'Algérie française a conduit au terrorisme de l'OAS, et ensuite, dans les années 1970, aux premiers pas de ce qui deviendrait le Front national de Jean-Marie Le Pen. Devenu le Rassemblement national qui menace aujourd'hui d'accéder au pouvoir en France.

Autant de sujets qui pourraient faire l'objet en 2024 d'initiatives que soutiendra le site histoirecoloniale.net - dont la présentation de la nouvelle version a eu lieu le 16 février 2024 au siège de la Ligue des droits de l'homme, avec la participation de nombreux invités dont Edwy Plenel, le fondateur de Mediapart, et la directrice de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, Aïssata Seck. Et qui pourraient être l'occasion de synergies avec l'IR FSU.

regards croisés

Abonnement et commande de numéro

Je m'abonne à la revue Regards Croisés

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tarifs

Prix au numéro : 8 euros (version papier) ou 7 euros (format électronique PDF)

- pour 1 an (4 numéros) (fichiers PDF) 26 euros
- pour 1 an (4 numéros) (version papier + fichiers PDF) 30 euros
- pour 2 ans (8 numéros) (fichiers PDF) 50 euros
- pour 2 ans (8 numéros) (version papier + fichiers PDF) 56 euros

Je commande le ou les numéros suivants (8 euros par numéro) :

.....
.....

Nombre de numéros : x 8 euros =

Total :

Retrouvez-nous
sur internet :



institut.fsu.fr



Institut de recherches de la FSU
22, rue Malmaison, 93170 Bagnolet

institut@institut.fsu ou 01 41 63 27 60

S o m m a i r e

regards
croisés

Revue de l'Institut de
recherches de la FSU

NUMÉRO 49
JANVIER/FÉVRIER/MARS 2024



ART ET CULTURE Mathilde Guégan

02. Mathilde Guégan : Égayer le monde

DOSSIER

Pour une rupture écologique :

Faire croître les liens et non les biens dans un monde aux ressources limitées

- 08. Edito : Pour une rupture écologique : Faire croître les liens et non les biens dans un monde aux ressources limitées
- 10. Croissance verte, la course vers l'abîme, Hélène Tordjman
- 14. Anthropocène : une autre histoire du monde est possible
(Note de lecture : L'événement anthropocène)
- 18. Le cercle vicieux de l'extractivisme, manne des multinationales, Alejandro Schweitzer
- 20. Progrès social et protection de l'environnement ne sont pas contradictoires,
Interview de Thomas Vacheron
- 23. Les plus pauvres, acteurs de la transition écologique,
Céline VERCELLONI et Jean-Christophe SARROT (ATD- Quart Monde)
- 26. Quand tout le vivant est en danger... Geneviève Azam
- 29. Services publics et écologie : mettre en débat les besoins à socialiser,
Arnaud Bontemps, Marie Pla
- 33. Protection sociale, dépense publique et post-croissance,
Louison Cahen-Fourot et Alma Monserand

22, rue Malmaison,
95170 Bagnolet.

Tél. : 01 41 65 27 60.

E-mail : institut@institut.fsu.fr

Directeur de la publication :
Paul Devin

Comité de rédaction :
Dominique Cau-Barcille,
Paul Devin,
Hélène Gispert,
Jean-Marie Le Boiteux,
Erwan Lehoux,
Marie-Hélène Luçon,
Michelle Olivier

Conception graphique
et réalisation :
FAT4 / Tél. : +01 84 06 97 25
www.fat4.fr

Impression :
Imprimerie de Bretagne,
Morlaix.

N° CPPAP : 0519 G 91549 -
N° ISSN : 2257-6495

Prix au numéro :
8 euros (version papier)
ou 7 euros
(format électronique PDF)

Abonnement annuel
(4 numéros) : 26 euros
(fichiers PDF) ; ou 30 euros
(version papier + PDF)

Abonnement 2 ans
(8 numéros) : 50 euros
(fichiers PDF) ; ou 56 euros
(version papier + PDF)



GRAND ENTRETIEN Gilles Manceron

38. Connaître l'histoire pour combattre
les peurs et les préjugés